CAHIER
DES POUVOIRS
ET INSTRUCTIONS

A remettre aux Députés de l'Ordre de la Nobleſſe du Bailliage de Rouen.

Cue
FRC
8112

A ROUEN,

Chez P. SEYER, Imprimeur de Son Éminnnce Monſeigneur le Cardinal, rue du Petit-Puits.

M. DCC. LXXXIX.

THE NEWBERRY LIBRARY · CHICAGO

CAHIER
DES POUVOIRS
ET INSTRUCTIONS

A remettre aux Députés de l'Ordre de la Nobleſſe du Bailliage de Rouen.

LES Etats-Généraux ſembloient enſévelis dans la nuit des temps, & ne devoir plus figurer à l'avenir dans les Annales de la Monarchie, que comme ces antiques monuments dont on révere toujours les ruines, lorſqu'une révolution préparée de loin par des cauſes encore ignorées, a ramené parmi nous ces Aſſemblées conſtitutionelles, qui vont bientôt régénérer la Nation Françoiſe.

Nation vive, mais pleine de douceur & d'énergie, qui ne reſpire que la gloire, la vertu, la magnanimité; Nation, dont l'amour pour ſes Rois a fait dans tous les temps un peuple de héros.

Son Monarque va paroître au milieu d'elle, moins avec l'éclat qui l'environne, que ſous les traits de la bonté paternelle qui le fait régner ſur les cœurs.

Qu'il jouiſſe, ce Prince bienfaiſant, de ſon nouveau triomphe, & d'une gloire qui lui eſt propre.

Et nous ſes ſujets fideles, prouvons-lui que no-

tre vœu eſt celui de ſon bonheur; notre ambition, le ſalut de l'état.

Ces ſentiments que nous partageons avec tous les Ordres du Royaume, vont lui être portés avec confiance par la Nobleſſe du Bailliage de Rouen; ils feront dépoſés aux pieds du Thrône, en préſence de la Nation aſſemblée, dans le Cahier des demandes qu'il a voulu que les François vinſſent lui expoſer librement.

L'Aſſemblée charge expreſſément ſes Députés de faire avant tout, reconnoître dans la forme la plus authentique les Articles ſuivants. Savoir :

CONSTITUTION FRANÇOISE.

ARTICLE PREMIER.

QUE la Monarchie Françoiſe eſt eſſentiellement compoſée du Souverain, en la perſonne duquel réſide ſans partage le pouvoir exécutif; & de la Nation, dont le conſentement libre exprimé en Etats-Généraux, & réuni à la volonté du Prince, forme la plénitude du pouvoir légiſlatif.

ART. II.

QUE la Couronne eſt héréditaire de mâles en mâles, & ſuivant l'ordre d'aîneſſe, entre les Princes de la Maiſon régnante.

ART. III.

QUE la Nation eſt diviſée en trois Ordres mutuellement libres, tellement diſtincts & indépendants, que l'un ne peut être aſſujeti par les déli-

bérations des deux autres ; qu'ainſi les délibérations ne peuvent être priſes que par Ordre, & non autrement.

A r t. IV.

Que par la déclaration la plus préciſe & promulguée pendant la tenue des Etats-Généraux, la Nation ſoit aſſurée de leur retour périodique & à époques fixes ; & qu'il ne puiſſe en aucuns cas être établi de Commiſſion intermédiaire.

A r t. V.

Qu'aucun impôt ne pourra être prorogé ni perçu, à peine de concuſſion, plus de ſix mois au-delà du terme fixé par les Etats-Généraux eux-mêmes pour leur retour périodique ; & qu'il ne pourra être fait aucun emprunt ſans leur conſentement.

A r t. VI.

Qu'en cas de minorité ou d'empêchement quelconque de l'exercice du pouvoir exécutif, les Etats-Généraux ſeuls ont le droit d'y pourvoir.

A r t. VII.

Que la liberté individuelle, la premiere de toutes les propriétés, ſoit inviolablement aſſurée.

A r t. VIII.

Que les droits réciproques du Monarque & de la Nation ſoient conſignés dans une Charte qui ſera conſtitutionelle & nationale, dépoſée dans les archives de tous les Etats Provinciaux du Royau-

me, enregiſtrée dans toutes les Cours Souveraines, & publiée univerſellement.

CONSTITUTION NORMANDE.

ART. IX.

QUE pour maintenir la Conſtitution nationale du Duché de Normandie, on ratifie de nouveau tous ſes Droits, Privileges, Capitulations, Traités & Chartes, notamment celle donnée par Louis X en 1315, appellée *Charte Normande*, & les Confirmations d'icelle faites de regne en regne par ſes ſucceſſeurs, dont copie ſera anexée au préſent Cahier.

ART. X.

QUE toute Loi particuliere au Duché, & qui intéreſſeroit directement ou indirectement ſa Conſtitution, ne puiſſe être promulguée qu'après l'examen fait par les Etats, & de leur conſentement libre.

ART. XI.

L'ASSEMBLÉE enjoint expreſſément à ſes Députés de faire avant tout, ſtatuer ſur tous les articles ci-deſſus, tant ſur ceux qui concernent la Conſtitution Françoiſe que la Conſtitution Normande, leur déclarant que ſi, au préjudice de ce mandat ſpécial, ils ſtatuoient ſur d'autres objets, & votoient pour les impôts, ils ſont dès-à-préſent déſavoués; leur preſcrivant en outre de déclarer qu'à l'égard de l'opinion par Ordre, leurs pouvoirs ſont tellement limités, qu'ils ne peuvent coopérer à aucunes délibérations priſes par tête; & que dans le

cas où il feroit propofé de délibérer dans cette forme, il eft de leur mandât de protefter avant de laiffer entamer une pareille délibération.

Néanmoins ils refteront aux Etats-Généraux pour prendre part à toutes délibérations, qui par la fuite auroient lieu par Ordre, & fans que de leur préfence on puiffe jamais induire aucun confentement tacite à toute délibération prife par tête, foit en affemblée générale, foit par nation, foit par bureaux particuliers compofés des trois Ordres.

ADMINISTRATION GÉNÉRALE.

ART. XII.

L'ORDRE charge fpécialement fes Députés de demander qu'il ne puiffe être décerné de *Lettres de Cachet* contre aucun citoyen, s'en rapportant au furplus aux Etats-Généraux d'avifer aux moyens de prévenir les crimes & de protéger l'honneur des familles.

ART. XIII.

QU'ON vérifie les motifs de la détention des perfonnes maintenant enfermées dans les Châteaux & Maifons de forces.

ART. XIV.

QUE tout homme arrêté foit renvoyé dans les vingt-quatre heures à fes Juges naturels, & qu'à moins d'être prévenu d'un crime emportant peine afflictive, fon élargiffement lui foit accordé en donnant caution.

ART. XV.

QUE le droit de propriété ſoit inviolable, & que même pour l'utilité publique, il ne ſoit permis d'y porter atteinte qu'en dédmomageant préalablement le propriétaire de la maniere qui ſera fixée par les Etats-Provinciaux.

ART. XVI.

QUE le ſecret des lettres confiées à la poſte ſoit reſpecté, & que ceux qui ſeront convaincus d'en avoir abuſé ſoient pourſuivis extraordinairement.

ART. XVII.

QUE la liberté de la preſſe ſoit accordée, ſauf la reſponſabilité perſonnelle des Auteurs, Imprimeurs & Marchands.

ART. XVIII.

QU'AUCUNES Lettres de Répi ou de Surſéance ne puiſſe à l'avenir arrêter les pourſuites des créanciers, ſi les deux tiers en ſomme de la maſſe n'y ont conſenti.

ART. XIX.

QU'IL ne ſoit procédé à la refonte & changement des Monnoies que du conſentement des Etats-Généraux.

ART. XX.

QUE la Maréchauſſée ſoit augmentée, & reſponſable de l'exactitude de ſon ſervice aux Etats-Provinciaux.

ART. XXI.

QUE le Tribunal des Maréchaux de France, & les Loix qui doivent y être obſervées, reçoivent leur ſanction des Etats-Généraux.

ART. XXII.

QU'ON s'en rapporte aux Etats-Généraux ſur l'emploi le plus utile des Domaines, & que l'adminiſtration des forêts, qui demeureront inaliénables, ſoit confiée aux Etats-Provinciaux.

ART. XXIII.

QUE toute Juriſdiction contentieuſe ſoit interdite aux Commiſſaires départis, & que la compétence de toutes affaires ſoit attribuée aux Tribunaux qui doivent en connoîtte.

ART. XXIV.

QU'IL ſoit licite de prêter à intérêt & au taux fixé par la loi, ſans aliénation du capital.

ART. XXV.

QUE toute Loi générale propoſée par le Roi & conſentie par les Etats-Généraux, ou propoſée par les Etats-Généraux & conſentie par le Roi, ſoit envoyée aux Etats-Provinciaux, & enſuite enregiſtrée dans les Cours, de la réquiſition des Procureurs-Syndics des Etats-Provinciaux.

ART. XXVI.

QUE toutes Loix particulieres au Duché & con-

ſenties par ſes Etats, ſoient préſentées à ſes Cours, de la réquiſition du Procureur-Syndic des Etats, pour leur enregiſtrement & leur exécution.

ART. XXVII.

Que le Duché de Normandie étant indiviſible, le Comté d'Eu qui en a été diſtraît ſoit reſtitué à l'entiere adminiſtration civile de la Province.

ART. XXVIII.

Qu'il ſoit pourvu au rétabliſſement du Bailliage de Giſors, dont la ſuppreſſion opérée en 1772, en l'abſence du Parlement, & ſans le conſentement des Etats du Duché, altere l'ancien état civil de la Province, nuit à un très-grand nombre de Juſticiables, & porte eſſentiellement atteinte aux droits de Magiſtrature appartenants aux Eccléſiaſtiques & aux Nobles.

ART. XXIX.

Que l'expédition des Procès-verbaux de tenues des Etats-Généraux ſoit dépoſée au Greffe des différentes Cours du Royaume.

ART. XXX.

Les Députés ſupplieront inſtamment le Roi, Duc de Normandie, de convoquer pendant la tenue des Etats-Généraux, & inceſſamment, une Aſſemblée nombreuſe, repréſentative de la Province, laquelle propoſera par Ordres & non autrement, ſuivant l'eſprit de l'ancienne Conſtitution, la forme de convocation de ſes l'Etats indûment ſuſpendus, leur compoſition & l'exercice de leurs pouvoirs, parceque les Etats du Duché ayant le droit impreſcrip-

tible de répartir les impôts, toute perception seroit impossible sans leur rétablissement.

IMPOTS.

Avant de délibérer sur les subsides, les Députés exigeront :

Art. XXXI.

Qu'on leur remette des états exacts & détaillés des différentes parties de la recette & des dépenses, du montant de la dette publique, avec la distinction de la nature des engagements, afin de déterminer la véritable situation des finances.

Art. XXXII.

Après avoir acquis ces connoissances préalables, & établi tous les moyens possibles d'économie & bonifications, les Députés sont autorisés à reconnoître & consolider la dette nationale.

Art. XXXIII.

Ils s'occuperont ensuite des changements à faire aux perceptions actuelles, demanderont l'abolition du jeu immoral de la loterie ; solliciteront la suppression de la Gabelle, jugée désastreuse ; régleront les impôts qui pourront être conservés ; & réuniront tous leurs efforts pour faire porter sur les capitalistes & individus commerçants, une juste portion des charges de l'Etat.

Art. XXXIV.

La masse des perceptions doit être tellement combinée, que non-seulement elle établisse l'équilibre

entre la recette & la dépenſe, mais même qu'elle puiſſe aſſurer le paiement exact des intérêts de la dette publique, & opérer le rembourſement annuel & progreſſif de ſon capital.

Art. XXXV.

Si pour remplir cet objet, & remplacer les impôts qui ſeront jugés déſaſtreux, il devient néceſſaire d'en ſubſtituer & conſentir de nouveaux, alors les Députés déclareront que la Nobleſſe n'a à céder aucuns de ſes droits, aucunes de ſes prérogatives ; & ſi, pour les abolir, on veut changer le nom des impôts, moyen nouvellement inventé pour lui faire perdre ſes droits, ils demanderont, pour l'avenir, une juſte repréſentation de ces mêmes droits, ſauf à accorder un Octroi pour la ſeule circonſtance où ſe trouve l'Etat, lequel Octroi ne pourra jamais paſſer le taux de l'exemption de la taille actuelle, ceſſera de l'inſtant *où le deficit* ſera comblé, & n'exiſtera plus du jour où l'on refuſeroit la convocation ſucceſſive des Etats-Généraux.

Art. XXXVI.

La quotité des ſubſides une fois déterminée, les Députés demanderont que leur répartition & perception ſoient confiées à l'adminiſtration des Etats de chaque Province, & que les impôts non fonciers leur ſoient particulierement abonnés.

Art. XXXVII.

Que la dette nationale ſoit répartie entre les différentes Provinces du Royaume, pour en être par chacune d'elles ſupporté une quotité proportion-

née à ses facultés, & à la somme de contribution qu'elle aura été jugée devoir supporter.

ART. XXXVIII.

QUE les subsides dont les Provinces Feront elles-mêmes la perception, servent à acquitter directement par les mains de leurs Receveurs ou préposés, la portion de la dette publique dont elles auront été chargées, tant en intérêts qu'en remboursements, progressifs; parce que dans le cas où le montant de leur perception excéderoit leur part contributive, le surplus sera par elles versé directement au trésor public.

ART. XXXIX.

QUE les Provinces profitent seules de l'extinction des rentes viageres qui leur auront été réparties.

ART. XL.

QUE les Etats-Généraux déliberent dans leur sagesse sur les moyens d'assurer des secours prompts & nécessaires en cas de guerre ou de calamité publique.

ART. XLI.

QUE toutes pensions soient réduites sous un seul brevet; qu'on en rende tous les ans la liste publique, avec l'énonciation des motifs qui ont dû mériter à chaque pensionnaire le bienfait dont il jouit, & que cette liste soit envoyée aux Etats-Provinciaux.

ART. XLII.

QUE les Miniſtres ne puiſſent ſe permettre l'uſage abuſif des anticipations, & que les Etats-Provinciaux ni aucuns Corps ni Communautés, ne puiſſent accorder quelque tribut, ou ſanctionner quelqu'emprunts qui n'auroit paséte conſenti par les Etats-Généraux.

ART. XLIII.

QUE les Miniſtres ſoient comptables & reſponſables aux Etats-Généraux; que même en cas de retraite, ils ne puiſſent obtenir de penſion ou aucuns traitements pécuniaires, qu'au préalable ils n'aient rendu un compte dûment vérifié & arrêté.

NOBLESSE.

ART. XLIV.

LES Députés demanderont que les Corps qui compoſoient ci-devant la Maiſon du Roi ſoient rétablis comme un moyen peu diſpendieux d'offrir à la Nobleſſe de nouvelles occaſions de faire éclater ſon amour inviolable pour la perſonne ſacrée du Roi, & ſon zele ardent pour le ſervice de la Patrie.

ART. XLV.

QU'IL ſoit créé des Corps de Cadets Gentilshommes, particuliers à chaque Province.

ART. XLVI.

QU'IL ſoit établi des Chapitres nobles & des

Maiſons d'éducation en faveur de la Nobleſſe des deux ſexes de cette Province.

ART. XLVII.

QU'ON ſollicite la réforme du dernier Réglement Militaire, en ce qu'il réſerve quelques emplois à une claſſe de Gentishommes déſignés ſous le titre de premiere Nobleſſe : cette expreſſion tendante à diviſer un ordre qui eſt de ſon eſſence indiviſible, & dont tous les membres ſont égaux.

ART. XLVIII.

QUE les loix concernant le port d'armes ſoient ſtrictement gardées & obſervées, & que notamment les non Nobles qui ne feront pas dans le ſervice, ne puiſſent jamais porter l'épée, quel que ſoit leur emploi.

ART. XLIX.

QUE le Roi ſoit ſupplié de ſupprimer le droit de Nobleſſe attaché à nombre de Charges & d'Offices, ou de le réduire au moins à la Nobleſſe perſonnelle, & de n'accorder à l'avenir la Nobleſſe héréditaire qu'à une longue ſuite de ſervices en tous genres rendus à l'Etat, & reconnus ſuffiſants par les Etats-Provinciaux, ou à des actions éclatantes & jugées telles par les Commandants d'armées de terre ou de mer.

ART. L.

QU'ON obſerve les Ordonnances concernant les uſurpations de titres & qualités.

ART. LI.

QUE le droit de Franc-fief ſoit maintenu.

ART. LII.

LES Députés emploieront tous les moyens poſſibles pour faire ſanctionner par les Etats-Généraux l'Edit de 1680, qui permet à la Nobleſſe de faire le commerce en gros : ils ſolliciteront auſſi une déciſion des Etats-Généraux, qui puiſſe encourager les Gentishommes à entrer dans la Marine commerçante, laquelle déciſion ſtatuera ſur les diſtinctions dont il eſt juſte qu'ils jouiſſent ſur les Navires & dans les Ports.

INSTRUCTIONS.

ART. LIII.

LES Députés propoſeront que les barrieres ſoient reculées aux frontieres du Royaume.

ART. LIV.

QU'IL ſoit pris contre la cherté exceſſive des grains les précautions les plus exactes.

ART. LV.

QU'ON s'occuppe ſans délais, & efficacement, du ſort des habitants des campagnes, expoſés ſans reſſource aux maladies & à l'effrayante dépopulation qui en eſt la ſuite, & plus que jamais en proie à toutes les horreurs de la miſere, tant par le

le prix exorbitant des denrées de premiere nécessité, que par la privation de leurs principaux moyens de subsistance depuis l'époque du traité de commerce avec l'Angleterre.

ART. LVI.

QU'ON s'occuppe du régime de la Milice, & qu'on en réprime les abus.

ART. LVII.

QUE les Ordonnances concernant le tirage au sort des Canoniers auxiliaires de la Marine soient révoquées.

ART. LVIII.

QUE le sort du Soldat soit amélioré, & qu'il ne soit plus exposé à l'humiliante punition des coups de plat de sabre.

ART. LIX.

QUE les Troupes soient employées à la confection des routes & à l'ouverture des canaux.

ART. LX.

QU'IL soit établi des Barrieres sur les grands chemins, pour subvenir à leur entretien, en diminution de la corvée.

ART. LXI.

QUE les Déports soient abolis, & que les abus dans l'administration des Economats soient réformés.

ART. LXII.

QU'IL soit demandé aux Etats-Généraux de statuer de la maniere la plus positive sur l'état des non-Catholiques.

ART. LXIII.

QU'IL soit pris des mesures contre la taxe arbitraire des Lettres.

ART. LXIV.

QU'A l'avenir, & sous quelque prétexte que ce soit, il ne puisse être accordé aucun privilege exclusif, ni formé d'établissements de compagnies nuisibles au Commerce & au progrès des Arts libéraux & mécaniques.

ART. LXV.

SI l'Etat des Finances, ou la nature des engagements ne permettoient pas, dès le moment actuel, de supprimer les privileges de la nouvelle Compagnie des Indes, des Eaux de Paris, des Incendies & autres de pareilles nature, qu'il soit au moins pris les voies les plus sûres pour arrêter les jeux effrénés sur les actions & effets prétendus publics; & par là, détruire jusques dans son principe cet agiotage honteux qui après avoir corrompu les mœurs, banni la foi publique & étouffé l'esprit national, parviendroit bientôt à dessécher les deux véritables sources des richesses de l'état, l'Agriculture & le Commerce.

ART. LXVI.

LE Roi ſera en outre très-inſtamment ſupplié de s'entourer d'hommes vertueux & inſtruits, pour former différents Comités, dont les travaux & les réſultats puiſſent mettre l'Aſſemblée ſuivante des Etats-Généraux à portée d'adopter ſainement les diſpoſitions les plus utiles à la Diſcipline Militaire, à la réformation de la Juſtice Civile & Criminelle, à l'adminiſtration des Finances, à l'Agriculture, au Commerce, aux Arts, à l'Education & à tous les objets qui peuvent influer ſur le bonheur public & à la gloire de la Nation.

Enfin, l'Aſſemblée autoriſe ſes Députés à concourir avec les autres repréſentants de l'Ordre de la Nobleſſe, pour remontrer, demander ou conſentir tous les points non exprimés dans le préſent Cahier, & qui leur paroitroient tenir au bien public, en tant néanmoins que les objets qui seront propoſés ne porteront atteinte ni au ſentiment de l'Ordre dont ils ſont rendus dépoſitaires, ni aux clauſes limitatives de leur mandat ſpécial, dont en aucun cas ils ne pourront s'écarter.

CAHIER d'instructions particulieres, donné par l'Ordre de la Noblesse du Bailliage de Rouen, à ses Députés aux Etats-Généraux.

L'Assemblée charge ses Députés de proposer aux Etats-Généraux,

1°.

Que le Roi soit supplié de ne réunir sur la tête d'aucun Gentilhomme plusieurs emplois Militaires, ou Gouvernements.

2°.

Que la Croix de Saint-Louis soit accordée à tout Militaire, sans distinction, à vingt-quatre ans de service.

3°.

Que ne devant exister aucune différence dans l'Ordre de la Noblesse, les emplois Militaires soient accordés à l'ancienneté, & non à la faveur, sans préjudicier toutefois aux récompenses dues aux actions éclatantes.

4°.

Que toutes pensions de deux mille livres & au-dessous, accordées aux Militaires pour blessures graves, ne puissent subir aucune retenue.

5°.

Que le temps que tout Gentilhomme aura servi en qualité de Soldat, lui ſoit compté pour la Croix de Saint-Louis, lorſqu'enſuite il aura été pourvu au grade d'Officier.

Ainſi arrêtés ce 27 Avril 1789, en l'Aſſemblée de l'Ordre de la Nobleſſe du Bailliage de Rouen.

Signés, Le Marquis DE MORTEMART, *Préſident de l'Ordre de la Nobleſſe.*

LE MERCIER, *Sécretaire de l'Ordre de la Nobleſſe.*

La préſente Copie dûment collationnée conforme à l'original, par Nous Sécretaire de l'Ordre de la Nobleſſe.

Signé, LE MERCIER, *Sécretaire de l'Ordre de la Nobleſſe.*

CHARTE
AUX NORMANDS;
Avec ses Confirmations.

Préambule des Lettres de Charles VIII, données à Rouen en Mai 1485

CHARLES, par la grace de Dieu, Roi de France : Sçavoir faisons à tous présents & à venir, que nos amés & féaux les Prélats, Barons, Nobles, Habitans & Manans du Pays & Duché de Normandie, nous ont présenté des Lettres de feu notre très-cher Seigneur & Pere (Louis XI,) lesquelles Lettres font mention d'aucunes libertés, droits & privileges des Normands accordés par nos Prédécesseurs de glorieuse mémoire Rois de France, & Ducs de Normandie, contenus dans une certaine Charte nommée vulgairement *Charte aux Normands*; desquelles lettres & d'aucunes autres dites *Chartes*, confirmatives des libertés & privileges insérés en icelles, la teneur s'ensuit :

Préambule des Lettres de Louis XI, données à Tours en Janvier 1461.

LOUIS par la grace de Dieu, Roi de France, pour perpétuelle mémoire de la chose. Il est de notre sublimité royale de combler de nos plus abondantes faveurs les peuples nos sujets qui de notre connoissance se distinguent naturellement par leurs vertus & leur habileté, de telle maniere que l'éclat de leurs services contribue sous

CHARTA NORMANORUM,

Et illius Confirmationes.

CAROLUS, *Dei gratiâ, Francorum Rex, notum facimus universis præsentibus & futuris, nos defuncti cariſſimi Domini & genitoris noſtri nobis pro parte cariſſimorum & dilectorum noſtrorum Prælatorum, Baronum, Nobilium, Habitatorum, & incolarum patriæ & Ducatûs noſtri Normaniæ præſentatas, mentionem facientes & nonnullis libertatibus juribuſque ac privilegiis eiſdem Normanis per inclitæ recordationis prædeceſſores noſtros Reges Franciæ & Duces Normaniæ ſub certâ Cartâ, quæ etiam* Carta Normanorum *vulgò appellatur, conceſſis, quarum litterarum nec non & cartarum aliarum dictarum* Carte *libertatum & privilegiorum confirmatoriarum in eiſdem inſertarum tenor dicitur eſſe talis:*

Hic quædam vocula videntur deſiderari. V. g. *Vidiſſe littera.*

LUDOVICUS, Dei gratiâ, Francorum Rex, ad perpetuam rei memoriam. Noſtræ congruit celſitudini ſubditos nobis populos, quos ducente naturâ virtutibus & induſtriâ clarere proſpicimus, eatenùs favoribus efferre gratioſis, quatenùs ſuorum fulgorum meritorum noſtris futuriſque temporibus in eorum decus & quietem accedat: & quod à præde-

notre regne & dans les temps à venir à leur gloire & à leur tranquillité, & qu'ils demeurent dans une jouissance inébranlable des choses qui leur ont été bénignement accordées par la libéralité de nos prédécesseurs. Ayant donc connu de plus en plus & en différentes manieres la fidélité, la sincere & religieuse obéissance de nos bien-amés les Prélats, Seigneurs, Citoyens & Habitants de notre pays & Duché de Normandie, tant envers nous que les Rois de France nos prédécesseurs, en vue de quoi, nosdits prédécesseurs ont accordé plusieurs libertés, droits & priviléges aux mêmes Normands, par une certaine Charte, appellée vulgairement LA CHARTE AUX NORMANDS : Après que les susdits Prélats, Seigneurs, Citoyens & Habitants nous ont fait exhibition respectueusement de la susdite Charte nous demandant humblement que la confirmation leur en fût accordée, de laquelle Charte & de ses confirmations la teneur ensuit :

Préambule des Lettres de Charles VII, données à Tours en 1458.

CHARLES, par la grace de Dieu, Roi de France, pour perpétuelle mémoire de la chose. Comme, par la faveur de la providence divine, il est arrivé, qu'après les longs malheurs des guerres, nous tenions en paix le gouvernement de notre royaume, il est juste & convenable de favoriser spécialement les peuples qu'une fureur ennemie & barbare a cruellement vexés & presque réduits à la derniere pauvreté, & qui au milieu des impétuosités ennemies, ont toujours conservé en entier leur fidélité. Cer-

ceſſorum noſtrorum largitatibus benigniter aſſecuti ſunt, inconcuſſum eis permaneat. Cùm itaque nobis ſincerè dilectorum Prælatorum, Procerum, Civium & incolarum patriæ & Ducatûs noſtri Normaniæ fidelitatem ac ſinceram & devotam obedientiam, nobis & noſtris prædeceſſoribus Francorum Regibus ſatis ac ſatis cognitam, pluribus modis deprehenderimus: quorum intuitu dicti progenitores noſtri nonnullas libertates, juraque ac privilegia eiſdem Normanis ſub certa Charta, quæ etiam vulgò Normanorum appellatur, conceſſerunt. Poſtquam prædicti Prælati, Proceres, Cives & incolæ Chartam hujuſmodi nobis reverenter exhiberi fecerunt, illius confirmationem nobis concedi ſupplici prece poſtulantes, cujus & confirmationum inde ſequutarum tenor fertur eſſe talis.

CAROLUS, Dei gratiâ, Francorum Rex, ad perpetuam rei memoriam. Cùm divinâ factum ſit providentiâ, ut poſt diuturnas bellorum clades regni noſtri gubernacula in pace teneamus, dignum quippè & decens eſt, ut populos quos inimica & hoſtilis feritas durè & immaniter vexavit, ac penè ad extremam redegit penuriam, quique inter hoſtiles impetus, inter intolerabiles injurias, inter innumera damna ſuam ſemper fidelitatem integram ſervaverunt, dono ſpecialis gratiæ attollamus. Sunt dilecti & fideles ſubditi noſtri habitatores

tes, nos bien-amés & fideles sujets, les habitants de notre Pays & Duché de Normandie, nous ont fait de grandes & graves complaintes de ce qu'au préjudice des droits, priviléges, libertés & coutumes dudit duché à eux accordés par LOUIS de bienheureuse mémoire, PHILIPPE, JEAN & CHARLES, nos aïeux & nos prédécesseur, plusieurs torts, griefs & nouveautés leur sont faits & causés contre la teneur desdits priviléges & libertés, & en totale dérogation de la Charte, nommée vulgairement *la Charte aux Normands*, de laquelle Charte & de ses confirmations les teneurs ensuivent mot pour mot:

Préambule des Lettres de Charles VI, données au bois de Vincennes en Janvier 1380.

CHARLES, par la grace de Dieu, Roi de France; Sçavoir faisons à tous présents & à venir, que sur l'humble supplication des Prélats, Nobles & Bourgeois des bonnes villes de notre Duché de Normandie, nous avons fait diligemment examiner & revoir les priviléges à eux accordés par PHILIPPE & LOUIS rois de France, d'heureuse mémoire, nos prédécesseurs; & par le roi JEAN, notre aïeul, pour lui & ses successeurs, dans le tems qu'il tenoit le Duché, desquels priviléges la teneur ensuit mot à mot: & elle est telle.

Préambule des Lettres de Philippe VI, dit Philippe de Valois, données à Poissy en Mars 1339

PHILIPPE, par la grace de Dieu, Roi de France (1). Le soin du gourvernement

(1) Cette Charte de confirmation porte, par erreur, la date de 1329, dans les éditions de Basnage & de Bérault; mais la vraie date se trouve dans l'édition des Ordonnances du Louvre, T. 6. p. 550.

& incolæ patriæ & Ducatûs noſtri Normaniæ, graviter conquerendo nobis expoſuerunt quòd contra jura, privilegia, libertates atque conſuetudines dicti Ducatûs per divæ memoriæ LUDOVICUM, PHILIPPUM, JOANNEM *&* CAROLUM *progenitores & prædeceſſores noſtros, eiſdem incolis & ſubditis conceſſas, quamplurimà damna, gravamina, atque novitates dictis inferuntur & irrogantur, contra tenorem dictorum privilegiorum atque libertatem, & in totalem derogationem Chartæ vulgariter nuncupatæ,* la Charte aux Normands, *cujus quidem Chartæ & confirmationum ejus tenores de verbo ad verbum ſequuntur.*

CAROLUS, Dei gratiâ, Francorum Rex. Notum facimus univerſis tam præſentibus quàm futuris, quòd ad ſupplicationem humilem Prælatorum, Nobilium & Burgenſium bonarum villarum Ducatûs noſtri Normaniæ, privilegia ab eiſdem conceſſa per inclitæ recordationis Philippum & Ludovicum Reges Francorum prædeceſſores noſtros, ac Regem Joannem avum noſtrum, pro ſe & ſucceſſoribus ſuis tempore quo Ducatum tenebat, diligenter videri fecimus & recenſeri, quorum quidem privilegiorum tenor de verbo ad verbum ſequitur, eſt talis.

PHILIPPUS, Dei gratiâ, Francorum Rex. Commiſſa nobis cœlitùs regalis cura re-

royal qui nous eſt confié par le Ciel, anime & porte nos eſprits à faire que dans notre Royaume, à la dignité duquel nous préſidons par la grace du Seigneur, les choſes qui procurent la paix à nos ſujets, nourriſſent la modeſtie, & aſſurent à un chacun ce qui lui appartient, ſoient de notre tems conſervées dans une ſolide ſtabilité, répriment & anéantiſſent la matiere de toutes querelles par le banniſſement des diviſions. Sçachent donc tous préſents & à venir, que, quoique par notre dignité royale nous ſoyons tenus de rendre à un chacun de nos ſujets, ſelon ſes mérites, une faveur pleine de bienveillance, cependant nous portons à bon droit un amour & une affection plus ſpéciale à nos bien-amés & féaux les Prélats & Perſonnes eccléſiaſtiques, les Barons, les Guerriers, les Nobles, les Citoyens & Habitants des villes & commun peuple du Pays & Duché de Normandie: d'autant que, comme nous le ſçavons par expérience, leſdits Barons, les Guerriers & autres Citoyens & Habitants, & commun peuple, imitent non-ſeulement unanimement & avec beaucoup d'ardeur, les actions mémorables de leurs ancêtres, mais même, comme nous le voyons évidemment, les ſurpaſſent de beaucoup par la vertu de leurs hauts mérites; car ils s'élevent avec force pour la ruine de nos rivaux, & la défenſe du royaume, contre les ennemis de cedit Royaume, ſans s'embarraſſer de la perte de leur vie, ni de celle de leurs biens, ſe montrant

giminis, mentes nostras auget & excitat, ut in regno cujus dignitati, dante Domino, præsidimus, ea nostris temporibus solidâ stabilitate serventur, quæ nostris subditis pacem pariant, modestiam nutriant, unicuique quod suum est tribuant, & fugatis discordiis reprimant materias jurgiorum. Notum itaque facimus universis tam præsentibus quàm futuris, quo licet ex regali præeminentiâ singulis nostris subditis favorem benevolum pro meritis rependere teneamur, tamen ad dilectos & fideles nostros Prælatos, & Ecclesiasticas Personas, Barones, Milites, Nobiles, Cives & Habitatores villarum, ac communem plebem Ducatûs & Patriæ Normanorum meritò gerimus benevolentiæ specialis affectum : dum sicut ab experto cognoscimus, Barones, Milites, & alii Nobiles, Cives & Habitatores plebeique prædicti unanimes suorum antecessorum recolenda gesta magnalia, non solùm intentis studiis prosequuntur, verùm etiam illos, sicut evidentibus patet indiciis, virtute meritorum excedunt. Ad æmulorum namque nostrorum exterminium, & ipsius regni præsidium contra nostros & regni nostri hostes potenter insurgunt, & exponere volunt liberaliter se & sua pro nostro & regni ejusdem honore, personarum pericula non timentes, rerum etiam dispendiis non vitatis, tanquam ipsius regni & statûs nostri prosperi fervidi zelatores. Attendentes igitur præmissa & infra cordis nostri viscera meditatione sedulâ revolventes, dignum arbitramur & debitum ut Regalem clementiam debeat invenire propitiam Gens Normana, non solùm in illis quæ ex juſ-

en toute occaſion comme de zèlés défenſeurs dudit royaume & du bonheur de notre Etat. Conſidérant donc les choſes ſuſdites, & les méditant ſérieuſement dans la tendreſſe & le fond de notre cœur, nous croyons qu'il eſt digne & juſte qne la nation Normande ſente les effets de la clémence Royale, non-ſeulement dans ce qui ſe demande comme juſte, mais encore comme une grace : ainſi comme il nous a été expoſé de la part des Prélats, & autres Perſonnes eccléſiaſtiques, Barons, Chevaliers & autres Nobles, Citoyens & habitants des villes, & commun peuple du ſuſdit Duché & Pays, que pluſieurs torts, griefs, oppreſſions, nouveautés indues leur avoient été cauſées & leur étoient fréquemment faites, à eux & aux leurs, par nos gens officiaux, miniſtres, ſerviteurs, & leurs ſubaltermes, contre & au préjudice du regiſtre de la coutume de Normandie, & contre les franchiſes, libertés, & louables uſages obſervés de tout tems dans ledit pays ; & ce, par l'infraction de leurs Chartes, privilèges, lettres, & ſur-tout, celles que Louis, Roi de France & de Navarre, notre ſeigneur & parent, leur a jadis accordées. Après avoir entendu leurs plaintes, & en ayant mûrement délibéré dans notre *Conſeil plénier*, voulant réformer les torts & griefs ſuſdits, & délivrer les plaintifs de nouvelles opreſſions, les préſerver de nouveautés indues, en vue & à cauſe des agréables ſervices, de la fidélité qu'ils nous ont rendus, ainſi qu'à nos pré-

titiæ debito, sed etiam de gratiâ requiruntur. Cùm itaque nobis fuerit expositum ex parte Prælatorum & aliarum Ecclesiasticarum Personarum, ac Baronum, Militum & aliorum Nobilium, Civium & Habitatorum villarum, ac communis plebis Ducatûs & patriæ supradictæ, quòd plura gravamina, oppressiones, & novitates indebitæ per gentes officiales, Ministros, & servientes nostros & subditorum nostrorum, sibi & suis illata fuerant, & inferebantur frequenter eisdem contra registrum Normaniæ, & contra franchisias, libertates, & usus laudabiles observatos in dictâ patriâ ab antiquo, infringendo eorum chartas, privilegia & litteras, maximè illa seu illas quas charissimus quondam Dominus & consanguineus noster Rex Francorum & Navarræ concessit eisdem. Nos auditis querelis ipsorum, & habitâ super hoc deliberatione in nostro consilio pleniori, *volentes reformare præmissa, & eos à nocivis oppressionibus, & novitatibus indebitis præservare propter grata fidelitatis obsequia, quæ nobis & prædecessoribus nostris retroactis temporibus impenderunt, & in præsenti nobis impendunt, præsertim ut dicti Prælati, Barones & alii patriæ supradictæ, qui erga prædecessores nostros firmâ constantiâ fideliter se gesserunt, sic erga nos & successores nostros continuare debeant persistenter, ac eorum integritas ad eorum posteros de bono semper in melius per successionis vehiculum extendatur:* Registrum prædictum, usus laudabiles & consuetudines suas antiquas ac eorum franchisias & libertates,

décesseurs dans les tems passés, & qu'ils nous rendent à présent ; de telle sorte surtout que lesdirs Prélats, Barons, & autres Personnes dudit pays, qui se sont comportés fidelement avec une ferme constance envers nos prédécesseurs, doivent de même sans cesse continuer envers nous & nos successeurs ; & que par succession leur intégrité puisse croître de plus en plus ; & passer à leurs descendants ; Nous leur avons accordé & accordons qu'ils tiennent & conservent, *fassent tenir, conserver & confirmer* le contenu *audit regiſtre coutumier, leurs louables usages, coutumes anciennes, franchises, libertés, confirmations* d'icelles ; faites par le susdit roi Louis ; en ses lettres, scellées en cire verte ; & celles accordées par les autres Rois nos prédécesseurs, touchant ; tant le Clergé dudit pays ; que les Barons ; les Nobles, le commun peuple & les villes ; nonobstant tout attentat ou fait contraire dans le tems passé ; ce que nous ne voulons leur préjudicier en rien pour l'avenir. Desquelles lettres de notre susdit Seigneur & parent ; la teneur ensuit :

Préambule des Lettres de Louis X, en Juillet 1315.

LOUIS, par la grace de Dieu ; Roi de France & de Navarre ; (1) à tous nos féaux,

(1) On trouve dans Lauriere (Ordonnances du Louvre, T. I.) une premiere Charte du même Prince, en quatorze articles du 19 Mars 1314. Nous croyons que l'on peut douter de l'authenticité de cette Charte mutilée, quoique Lauriere dise qu'elle est tirée d'un manuscrit de l'Abbaye de Jumieges, lequel date de 300 ans.

Louis Huttin étoit Roi de Navarre, par sa mere Jeanne, héritiere, & Reine de Navarre, fille unique de Henri, Roi de Navarre.

nec non privilegia & declarationes *à d'cto Rege Ludovico, ejus litteris cerâ viridi ſigillatis, ac per alios prædeceſſores noſtros Reges conceſſis, communis patriæ prædictæ tam Clerum, quàm Barones & Nobiles, ac communem plebem & villas tangentes, conceſſimus & concedimus pro nobis & ſucceſſoribus noſtris eis tenere & ſervare*, & facere teneri & ſervari, ac eas confirmare, *non obſtante quocunque attemptato vel facto in contrarium tempore retrolapſo, quod eis in aliquo præjudiciare nolumus in futurum, quarum quidem litterarum dicti quondam Domini & conſanguinei viri Regis Ludovici tenores ſequuntur.*

LUDOVICUS, Dei gratiâ, Francorum & Navarræ Rex. Omnibus fidelibus & Juſtitiariis noſtris, ſalutem & pacem. Gravem que-

nos juſticiers : Salut & paix. Nous avons reçu la grieve & grande plainte des Prélats, perſonnes d'Egliſe, des Barons, des Chevaliers, & *menu peuple* du Duché de Normandie, contenant que depuis le tems du bienheureux Louis, notre biſaïeul, beaucoup de griefs & de nouveautés leur avoient été faits & cauſés; ſavoir *tailles*, *ſubventions*, & *diverſes impoſitions contre la coutume du pays & contre les droits & franchiſes d'icelui*; deſquelles choſes grands ſcandales menaçoient; &, tant à eux qu'à leurs ſucceſſeurs, cauſoient dommages infinis: pourquoi ils nous ont ſupplié de vouloir bien apporter remede aux ſuſdits griefs, qu'ils nous ont expoſés ſérieuſement; étant, envers eux & nos autres ſujets, *débiteurs de la juſtice*, voulant, & non ſans raiſon, avoir égard à leur requête, après en avoir délibéré ſolemnellement avec notre conſeil, nous avons cru devoir ſtatuer & ordonner ce qui ſuit :

Fixation de la monnoie qui devoit avoir cours dans le duché de Normandie.

Premierement, à eux, à leurs hoirs & ſucceſſeurs, accordons, ſtatuons, & même ordonnons que nous & nos ſucceſſeurs dans ledit Duché de Normandie, dorénavant ne feront autre monnoie que tournois & pariſis, & de gros tournois & de mailles-blanches du poids & de la valeur qu'ils étoient au tems de notre biſaïeul, & feront qu'aucune autre monnoie n'ait cours en aucune maniere, vu que, pour ce, nous recevons d'ancienneté de trois ans en trois ans, des rentes dans ledit Duché.

rimoniam Prælatorum, Ecclesiasticarum Personarum, Baronum, Militum, aliorum Nobilium, & subditorum ac popularium *Ducatûs nostri Normaniæ recepimus, continentes quòd à tempore beati Ludovici proavi nostri multa eis fuerant illata gravamina & etiam novitates*, tailliæ, subventiones & impositiones diversæ, contra solitam consuetudinem patriæ, jura & libertates ejusdem, *ex quibus gravia scandala imminebant, & sibi ac suis hæredibus & suis successoribus generabantur præjudicia infinita. Quare nobis humiliter supplicarunt, per nos super dictis gravaminibus quæ nobis seriosiùs exponenda duxerunt, remedium opportunum adhibere dignaremur. Nos verò ipsorum precibus inclinati, qui eisdem & aliis quibuscunque nostris subditis sumus in* justitiâ debitores, *volentes eisdem & non immeritò gratiam facere specialem super suis requestis, habitâ cum nostro consilio deliberatione solemni, ut sequitur dicimus providendum : ac etiam ordinandum.*

PRIMO, *eis & suis hæredibus ac successoribus concedimus, statuimus & etiam ordinamus, quòd nos aut nostri successores in dicto Ducatu Normaniæ de cætero aliam monetam quam Turonensem & Parisiensem, & grossos Turonenses ac obolos albos de pondere & valore quibus erant tempore supradicti proavi nostri, fieri non faciemus, nec aliam monetam cursum habere quoquo modo : maximè cùm ob hoc certos reditus in dicto Ducatu de triennio in triennium percipiamus ab antiquo.*

Confirmation du droit de monéage ou fouage, pour ne point changer la monnoie.

Secondement, que nous ne ferons lever, & ne souffrirons lever en aucune maniere, les rentes qui nous sont dûes, pour ne muer ou changer ladite monnoie, ce qui est appellé *monéage ou fouage dans ledit Duché, sinon comme il est convenu au registre de la coutume de Normandie* (1), *nonobstant quelques autres usages contraires.*

Les Nobles & les habitants de Normandie qui doivent au Roi des services à la guerre, feront libres lorsqu'ils s'en feront acquittés, sauf l'arriere-ban. Ceux qui n'en doivent point feront tenus seulement à l'arriere-ban.

Troisiemement, que iceux Nobles & non-nobles, qui à nous & à nos successeurs, en nos guerres & armées, doivent certains services, iceux services achevés & rendus, demeurent quittes & francs, sans que par nous & par nos successeurs ils puissent être contraints à autre service, si ce n'est dans le cas où se devroit faire l'arrière-ban, raisonnablement & pour cause pressante.

Et que les hommes dudit Duché, qui ne sont tenus envers nous à aucuns services certains, ne puissent être contraints à nous rendre aucuns services d'armées, & à nous payer aucune finance, si ce n'est dans le cas susdit & dernierement déclaré. (2)

Quand les seigneurs de fief auront rendu leurs services, le Roi ne pourra rien exiger de leurs vassaux, sauf toujours le cas d'arriere-ban

Quatriemement, quand les hommes de notre Duché de Normandie nous auront payé les services qu'ils nous doivent, à raison de notre armée ou autrement, nous ne

(1) Il y a un titre dans la Coutume réformée, intitulé *Du monéage*, qui est relatif à cette disposition de la Charte : il fixe à douze deniers, par feu, le droit dû au Roi pour le monéage, payable de trois ans en trois ans.

(2) Dans quelques exemplaires de la Charte, cet article est coupé en deux ; mais dans l'ancien manuscrit imprimé par Lauriere, les dispositions de cet article ne sont point divisées.

ITEM, *quod reditus nobis debitos pro dictâ pecuniâ non mutandâ*, *qui* in dicto Ducatu monetagium aliàs focagium *nuncupantur*, *levari non faciemus*, *aut etiam aliqualiter permittemus levari*, nisi quatenus in regiſtro conſuetudinis Normaniæ continetur ; uſu quocunque contrario in præmiſſis non obſtante.

ITEM, *quod illi Nobiles aut ignobiles qui nobis & ſucceſſoribus noſtris in guerris & exercitibus noſtris certa debent ſervitia*, *ipſi ſervitiis perſolutis liberi remaneant & immunes : nec ulteriùs per nos aut noſtros ſucceſſores poſſint cogi inviti ad alia ſervitia exercitûs nobis facienda*, *niſi in caſu in quo retrobannum ex cauſa imminenti rationabiliter fieri oporteret.*

Illi verò dicti Ducatûs qui ad aliqua ſervitia certa nobis non tenentur, *ad aliqua ſervitia exercitûs nobis facienda*, *vel præſtandas nobis propter hoc financias compelli nequeant*, *niſi in caſu ſuperiùs & immediatè declarato.*

ITEM, *cùm homines noſtri dicti Ducatûs ſervitia nobis ab ipſis debita ratione noſtri exercitûs vel aliàs nobis perſolverint*, *in ſervitiis vel auxiliis eiſdem à ſuis ſubtenentibus debi-*

pourrons & ne devrons réclamer, ou en aucune maniere avoir aucune chofe dorénavant aux aides ou fervices dûs à iceux par leurs foutenants, fauf notre droit en cas d'arriére-ban.

Lors même que le Roi ou fes fucceffeurs revendiqueront quelqu'héritage pendant la litifpendance, le poffeffeur qui a joui par an & jour, pourra oppofer la faifine, & jouir en conféquence.

Cinquiemement, fi nous ou nos fucceffeurs voulons, en tems à venir, raclamer, ou dire à nous appartenir, aucun droit ou poffeffion qui ait été poffédée par quelqu'un de notredit Duché par an & jour paifiblement, nous voulons que la caufe ou négoce foit terminée dorénavant *felon la coutume du pays*, la poffeffion demeurant franchement en la main des poffeffeurs, nonobftant l'ufage au contraire. (1) Mais, fi l'on eft en doute de favoir fi le poffeffeur a poffédé par an & jour la chofe requife, la queftion d'icelle poffeffion pendante, icelle même chofe fera féqueftrée en notre main, comme en main fupérieure (2), jufqu'à ce qu'il ait été connu & même jugé d'icelle poffeffion; & s'il eft trouvé définitivement que le poffeffeur ait joui paifiblement de la chofe dont il s'agit, an & jour, la poffeffion lui demeurera paifible, & le jugement de la propriété fera rendu comme devant eft dit.

S'il y a conteftation fur la poffeffion d'an & jour, la chofe contentieufe fera mife en la main du Roi, jufqu'à ce que la queftion fur la poffeffion ait été décidée.

Sixiemement (3), *que dorénavant*, *par*

(1) Cet article eft féparé de l'article précédent dans Lauriere & dans la traduction inférée en l'ancien Coutumier.

(2) Cette difpofition a été renouvellée par l'article 50 de la Coutume.

(3) Dans la Charte de confirmation, donnée par Charles VIII, cet article eft en effet fous l'article VI : l'ancien Coutumier le place à l'art. XXIV. Lauriere en fait l'art. XXII de la Charte Françoife, la-

tis, nihil juris de cætero poterimus aut debebimus reclamare, ſeu aliquatenùs vindicare : ſalvo jure noſtro in caſu retrobanni.

ITEM, ſi nos aut noſtri ſucceſſores aliqua jura, reditus aut poſſeſſiones, ab aliquo dicti Ducatûs poſſeſſa per annum & diem, pacificè velimus in futurum quomodolibet vendicare, aut aliàs ad nos pertinere debere dicamus : apud ipſum poſſeſſorem poſſeſſione liberâ manente, ſecundùm patriæ conſuetudinem *cauſa ſeu negotium ſuper proprietate de cætero terminetur, quocunque uſu contrario non obſtante. Si verò utrum poſſeſſor per annum & diem poſſederit rem petitam aut petendam à nobis, vel non meritò in dubium revocetur, quæſtione ſuper hujuſmodi dubio poſſeſſionis pendente, res ipſa in manu noſtrâ tanquam in manu ſuperioris ſequeſtrabitur, quouſque de ipſâ poſſeſſione cognitum fuerit & etiam definitum, & ſi finaliter inventum fuerit ipſum poſſeſſorem per annum & diem, rem de quâ agetur pacificè poſſediſſe, poſſeſſio pacificè apud ipſum remanebit, & proprietatis judicium agitabitur ut præfertur.*

ITEM, quod de cætero per nos aut noſ-

Le Roi ne levera en Normandie aucuns impôts ou subventions, à moins qu'il n'y ait quelque urgente nécessité, ou évidente utilité.

nous ou nos successeurs audit Duché, ne pourront & ne devront être imposées & levées, sur les personnes y demeurantes, tailles, subventions, impositions ou exactions quelconques, *outre* les rentes, cens & services qui nous sont dûs, *sans une évidente utilité & une urgente necessité.*

Aucun sergent royal de l'épée, ou autre, ne pourra faire exercer son Office par des personnes de louage, sous peine de perdre l'Office.

Septiemement, que dorénavant aucuns de nos sergens d'épée, ou autre notre officier, de quelque condition qu'il soit, ne puisse louer son service, ou l'office qui lui est octroyé, à aucun, sous quelque prétexte que ce soit, à peine de la perte de son office ou de son service.

On ne pourra prendre des vivres ou autres denrées pour le Roi, sans ses lettres scellées de son sceau, ou du maître de son hôtel; & quand il y aura des lettres, les marchandises seront apréciées & payées avant que d'être enlevées.

Huitiemement, qu'aucun n'obéisse à ceux qui, en notre nom, auront voulu prendre denrées quelconque pour nos garnisons & nécessités, s'ils n'apportent Lettres-Patentes, scellées de notre scel, ou de celui du maître de notre hôtel; & quoiqu'ils aient apporté nos lettres ou celles dudit maître, voulons qu'ils soient tenus appeller la justice du lieu, & fassent priser par loyaux hommes les denrées, selon la qualité du tems & du lieu, & qu'ils paient le prix taxé avant qu'ils emportent lesdites denrées. Voulons que qui fera le contraire soit arrêté par le Juge du lieu, ou celui à qui appartiendra le droit de correction.

Le droit de tiers & danger ne sera pas levé sur le mort bois.

Neuviemement, qu'aucun au Duché de Normandie, de quelque condition qu'il soit,

---

quelle, dit-il, n'est pas en tout dans le même ordre que la latine.

Note de la page 589 des Ordonnances du Louvre.

tros successores in dicto Ducatu, in personis aut bonis ibidem commorantium ultra reditus, *census & servitia nobis debita*, taillias, subventiones, impositiones, aut exactiones quascunque facere non possimus, nec etiam debeamus, nisi evidens utilitas, vel urgens necessitas id exposcat.

ITEM, quod de cætero nullus serviens noster spadæ, vel alius officialis noster cujuscunque conditionis existat, servitium vel officium sibi concessum alii cuicunque locare valeat, quocunque colore quæsito, aliàs ipso facto ipsum servitium vel officium amittat.

ITEM, quod illis qui nostro nomine nummata quæcunque pro nostris munitionibus aut necessariis ubilibet capere voluerint, non parcatur impunè, nisi litteras apertas deferant, & ostendant super hoc confectas, sigillo nostro aut Magistri hospitii nostri communitas, & etiam dum sic hujusmodi litteras nostras vel dicti Magistri detulerint, loci Justitiarum vocare teneantur, & per fide dignos nummata facere appretiari pretio legitimo secundùm temporis & loci qualitatem, & pretium sic taxatum solvere antequam nummata permittantur deferre. Qui verò contrarium fecerint per Justitiarium loci arrestentur, per eum ad quem pertinuerit corrigendi.

ITEM, quod de cætero de nemoribus mortuis, videlicet Gallicè des Saulx, Marsaulx,

ne soit tenu dorénavant de nous payer, ni à autre en notre nom (1), tiers ni danger de mort-bois, c'est à savoir, *de saulx*, *de marsaulx*, *d'épine & puisne*, *seur*, *aulne*, *genest*, *geniévre & ronces* : ni qu'aucuns, pour raison du tiers & danger pour lesdits morts-bois, puissent dorénavant être molestés, nonobstant tout usage contraire.

Si quelqu'un se prétend franc du tiers & danger, parce que ses bois o t été plantés anciennement, il en sera exempt en prouvant.

Dixiemement, si quelqu'un dit que ses bois aient été plantés d'ancienneté, & que pour ce n'est dû ni tiers ni danger (2), qu'alors le baillif dans le bailliage duquel les bois sont situés, ou les maîtres de nos forêts, ou l'un d'iceux, se rende au plutôt auxdits bois (3) ; & qu'ayant appellé des hommes dignes de foi, hors de soupçon & expérimentés en telles matieres, il s'informe, le plus diligemment comme il conviendra faire au plutôt, de la vérité ; & que par toutes les circonstances ou présomptions qui peuvent servir, tant pour nous que pour la partie, il juge la question, sans délai, pour nous ou contre nous, à moins que d'ailleurs la question ne lui paroisse si douteuse & obscure, qu'il soit besoin de la renvoyer à *notre Echiquier de Rouen* ; auquel cas celui qui aura fait information & enquête sur icelle question, aura soin, après avoir mis le tout sous son scel, de le renvoyer à *notre suivant*

(1) Cette disposition a été renouvellée par l'Edit d'Avril 1673, concernant le tiers & danger.

(2) L'un & l'autre droit pouvoient être dûs ensemble ou séparément.

(3) Cet article a été confirmé par l'Edit de 1673, qui a supprimé le droit de tiers & danger.

Efpine, & Puine, Seu, Aulne, Geneft, Genievre & Ronces, *nullus in Ducatu Normaniæ, cujufque conditionis exiftat, tertium & dangerium vel eorum alterum nobis aut alteri noftro nomine de cætero folvere teneatur, nec quifque ratione tertii & dangerii pro dictis nemoribus mortuis de cætero valeat moleftari, ufu quocunque contrario non obftante.*

ITEM, quòd fi aliquis dicat fua nemora plantata fuiffe ab antiquo, & fic pro eis tertium & dangerium non deberi, Baillivus in cujus bailliviâ dicta nemora fita fuerint, aut Magiftri foreftarum noftrarum feu alter eorumdem quam primùm poterit, ad dicta nemora confcendat, & vocatis fide dignis non fufpectis in talibus expertis, inquirat ut decebit fuper hoc diligentiùs veritatem : & per circumftantias ac præfumptiones univerfas quæ tam pro nobis quàm pro parte facere poffent, quæftionem pro nobis aut contra nos definiat fine morâ : nifi aliàs adeò dubium vel obfcurum fibi occurrat, quod ad Scacarium noftrum Rothomagenfem *hujufmodi negotium fit meritò remittendum : quo cafu ille qui fuper hoc inquifiverit negotium & inqueftam fub fuo figillo interclufam,* in proximo tunc fequenti noftro Scacario *remittere non poftponat, ut fuper his quid agendum fuerit celeriter judicetur.*

& prochain Echiquier, afin qu'on juge promptement ce qu'il faut faire sur telles choses.

Les deniers levés pour faire ou réparer les ponts, y seront employés, &c. &c.

Onziemement, en quelque lieu que nos gens ou leurs députés aient fait lévée d'argent pour la construtION des ponts, réparation ou entretien d'iceux, nous voulons que cet argent, par loyal & bon compte, soit employé à l'usage susdit; & que s'il en reste quelque chose, ou qu'il arrive que dans la suite la levée soit faite, voulons qu'elle soit entierement & prudemment employée aux usages susdits.

Lorsque le Roi sera chargé des bâtiments ou de la réfaction des ponts, les particuliers n'y contribueront pas.

Douziemement, que par-tout où nous avons coutume de toute ancienneté de faire, refaire ou tenir en état les ponts à nos frais & dépens, aucun de nos sujets ne soit tenu y contribuer en aucune maniere.

Les Nobles dans leurs terres auront le Vareck & les choses Gaives.

Treiziemement, que chacun, noble ou autre quelconque, à raison de la dignité de son fief qu'il tient en la Duché de Normandie, perçoive dorénavant en intégrité le droit de Vareck (1), ainsi que les choses Gaives en sa terre, *suivant la Coutume de Normandie*, nonobstant tout usage contraire.

De trois ans en trois ans le Roi enverra des commissaires, pour informer des excès de ses Officiers.

Quatorziemement, que dorénavant, en notre Duché de Normandie, nous & nos successeurs seront tenus d'envoyer Enquêteurs suffisants & idoines (2), de trois ans en trois

(1) La Coutume réformée est un titre particulier du Vareck & des choses Gaives : les mots *Vareck* & *Gaives* sont deux anciens mots normands, dont l'un signifie choses jettées sur le rivage par tourmente de mer, & l'autre, choses abandonnées & délaissées.

(2) Ces commissaires étoient à l'instar des *Missi dominici*, connus sous la deuxieme race de nos Rois.

ITEM, quòd ubicumque per gentes noſtras vel aliquos deputatos ab eiſdem, aliqua pecunia levata fuerit pro pontibus faciendis, vel reficiendis, vel in ſtatu tenendis, quod hujuſmodi pecunia per compotum *legitimum in dictis uſibus convertatur, & ſi quid reſiduum fuerit aut quicquid de cætero levari contigerit, ad uſus prædictos integraliter & providè conſervetur.*

ITEM, quòd ubicunque pontes ſumptibus & expenſis noſtris facere aut reficere ſeu in ſtatu tenere, conſuevimus ab antiquo, pro ipſis faciendis, reficiendis, vel in ſtatu tenendis, nullus noſter ſubditus de cætero aliquatenùs contribuere teneatur.

ITEM, quòd quilibet Nobilis aut alius quicunque ratione dignitatis ſui feodi quod obtinet in Ducatu Normaniæ, de cætero veriſcum & res vayvas in ſuâ terrâ percipiat integraliter, prout in regiſtro conſuetudinis Normaniæ continetur, *quocunque uſu contrario non obſtante.*

ITEM. quòd de cætero de triennio in triennium in Ducatu noſtro Normaniæ inquiſitores ſufficientes & idoneos, nos & noſtri ſucceſſores mittere teneamur, pro reformandis, corri-

ans, pour réformer, corriger, & punir les excès de nos officiers, quels qu'ils ſoient, qui auront exercé nos offices dans notre Duché de Normandie.

Nul homme libre ne ſera mis à la queſtion, à moins qu'il n'y ait contre lui des préſomptions violentes de crime.

Quinziemement, que dans la Duché de Normandie, aucun homme franc & libre ne ſoit dorénavant mis à la queſtion ou à la gêne, ſi préſomptions & conjectures v.aiſemblables ne le rendent fortement ſuſpect de crime capital; & dans le cas où il devra être mis à la queſtion, qu'elle ſoit telle & ſi modérée, que la mort ou mutilation de quelque membre ne s'enſuive point.

Aucun Avocat ne pourra prendre plus de trente ljv. pour les grandes cauſes, &c.

Seiziemement, qu'aucun Avocat, pour la plus grande cauſe, ne reçoive pour ſon ſalaire plus de trente livres tournois; & que, dans les moindres cauſes, les ſalaires ſoient taxés aux Avocats ſelon la qualité de la cauſe, la coutume du barreau, le pouvoir du client, l'habileté de l'Avocat; & que leſdits Avocats ſoient aſtreints à ces choſes, tous les ans, par leur ferment; & que celui qui fera le contraire, ſoit grievement puni.

Les cauſes décidées à l'Echiquier de Normandie, ne feront pas portées au Parlement de Paris

Dix-ſeptiemement, *comme les cauſes du Duché de Normandie doivent être terminées ſelon la coutume du pays, après qu'elles auront été terminées & finies par quelque voie que ce ſoit en notre Echiquier à Rouen, elles ne pourront dorénavant être portées ou évoquées ou à nous ou à notre Parlement de Paris; & qu'aucun ne puiſſe, pour les cauſes dudit Duché, être ajourné en notredit Parlement.*

La preſctiption de quarante années au-

Dix-huitiemement, que la preſcription de quarante ans en Normandie, ſerve doréna-

gendis & puniendis exceſſibus officialium noſtrorum quorumcunque, qui officia noſtra geſſerint in Ducatu memorato.

ITEM, quòd in Ducatu Normaniæ nullus liber homo de cætero ponatur in quieſtionibus vel tormentis, niſi vehementes præſumptiones & veriſimiles conjecturæ ipſum reddant ſuſpectum de crimine capitali, & in eo caſu in quo poni debebit in tormentis, talibus ſubjiciatur, & adeò moderatis quòd propter gravitatem tormentorum mors aut membri mutilatio aliquatenùs non ſequatur.

ITEM, quòd nullus Advocatus pro majori cauſâ, ultra triginta libras Turonenſes pro ſalario recipiat, in cæteris verò minoribus cauſis ipſis Advocatis à judice ſua ſalaria ſtatuantur ſecundùm qualitatem cauſæ, conſuetudinem fori, poſſibilitatem clientuli & induſtriam Avocati, & de iis advocati quolibet Anno juramentis propriis adſtringantur, & qui contrarium fecerit graviſſimè puniatur.

ITEM, cum cauſæ Ducatûs Normaniæ ſecundùm patriæ conſuetudinem debeant terminari : quod ex quo in Scacario noſtro Rothomagenſi fuerint terminatæ vel ſententialiter definitæ ; per quamcunque viam ad nos vel Parlamentum noſtrum Pariſios de cætero nullatenùs deferantur : nec etiam ſuper cauſis dicti Ducatûs ad Parlamentum noſtrum aliqui valeant adjornari.

ITEM, quod quadragenaria præſcriptio cuilibet in Ducatu Normaniæ de cætero ſuf-

ra lieu en Normandie en toutes matieres.

vant à chacun de titre valable & compétent (1), soit que l'on plaide en haute ou basse Justice, soit qu'il s'agisse de quelque article, appartenant, de quelque maniere que ce puisse être, à l'un des deux, soit de toute autre chose quelconque; & si aucun du Duché de Normandie, de quelqu'état & condition qu'il soit, a possédé pendant quarante ans quelques-unes des choses susdites, paisiblement, que sur ce il ne soit inquiété, ni permis par nos Justiciers être inquiété, en aucune maniere que ce soit; & que celui qui voudra agir au contraire, ne soit nullement écouté, quoique le droit, la coutume, & l'ordonnance dudit roi Louis, notre bisaïeul, soient évidemment contraires à ces choses, nonobstant tout usage contraire, sans cependant vouloir porter préjudice, soit à nous, soit à autres, dans les causes du droit de patronage des Eglises: nous voulons au contraire que *l'Ordonnance & la Coutume sur ce faites soient inviolablement observées.*

Les héritages qui seront saisis pour ce qui est dû au Roi, faute de paiement, seront estimés par des prud'hommes.

Dix-neuviemement. Que dorénavant l'héritage de ceux qui nous doivent, & que, faute de paiement, il conviendra être appliqué à notre patrimoine, icelui ne soit pris qu'après juste & préalable estimation de ce que peut valoir ledit héritage en dix ans, sur le témoignage de Jurés dignes de foi, & qu'au moyen de cette estimation, & non d'un moindre prix, ledit héritage soit appli-

(1) Cette disposition a été renouvellée dans toutes ses parties par l'article 521 de la Coutume.

ficiat pro titulo competenti, five totali altâ aut baſſâ juſtitiâ contendatur, ſive de quocunque articulo ad altam aut baſſam Juſtitiam, ſive ad alteram earumdem quomodolibet pertinent, ſive de quâcunque aliâ re contendatur. Et ſi quiſquam Ducatûs Normaniæ cujuſcunque conditionis aut ſtatûs exiſtat, aliquid de præmiſſis aut aliquod præmiſſorum per quadraginta annos pacificè poſſederit, ſuper hoc nequaquam moleſtetur ulteriùs, aut à noſtris Juſtitiariis permittatur aliquatenùs moleſtari: quinimò contrarium volens facere nullatenùs admittatur, cùm talibus jus, conſuetudo & ordinatio dicti proavi noſtri evidentiſſimè adverſentur, quocunque uſu contrario non obſtante. Per hæc tamen in cauſis juris patronatûs Eccleſiarum nobis aut alii non intendimus præjudicium generare, ſed volumus conſtitutionem & conſuetudinem ſcriptas ſuper hoc inviolabiter obſervari.

ITEM, *quòd de cætero hæreditas cujuſcunque pro defectu ſolutionis noſtrorum debitorum, noſtro patrimonio applicanda, quantùm valere poſſet in decem annis fide dignorum teſtimonio juratorum, legitimè primitùs æſtimetur: & pro tali æſtimatione & pretio non minori, dicto noſtro patrimonio abſque alterius præjudicio aſſignetur.*

qué à notredit patrimoine ; sans préjudice d'autrui.

Les parents pourront retraire les héritages dont le Roi, faute de paiement, se sera fait mettre en possession ; & à défaut des parents, le seigneur dont ces héritages relevent.

Vingtiemement, si l'héritage de quelqu'un nous est venu ou à nos successeurs, faute de paiement des deniers qui nous sont dûs, nous voulons que, dans l'an auquel ledit héritage nous sera ainsi venu, les lignagers de celui à qui appartenoit l'héritage, ou le seigneur de qui releve l'héritage à leur défaut, soient dorénavant reçus à retraire ledit héritage, sans aucune difficulté ; la Coutume du pays en cette partie gardée, qui est jusqu'ici observée entre nos sujets, nonobstant tout usage au contraire.

Ceux qui auront acquis des biens patrimoniaux du Roi, par don, échange, ou autre aliénation, ne pourront attirer ses sujets du pays de Normandie hors d'icelui.

Vingt-uniemement, que pour donation, échange, ou aliénation quelconque de biens de notre patrimoine, faites ou à faire à qui que ce soit, par nous ou nos successeurs, nosdits sujets ne puissent être traits ni ajournés en lieu lointain devant un Juge étranger, par celui auquel nous aurons transporté, comme dit est, de notredit patrimoine, ni qu'aucun soit *tenu de comparoître & répondre devant lesdits Juges, non plus qu'il y étoit tenu ci-devant, afin que par-là nos sujets au Duché de Normandie n'en souffrent aucun préjudice. N'entendons en outre, aucunement, pour les choses susdites, ou quelques-unes d'icelles, changer en quelque maniere que ce soit à l'égard de nos sujets, la Coutume du pays.*

Quand il s'agira d'exécution de Lettres passées sous le scel royal, les parties ne seront pas mises en procès, à

Vingt-deuxiemement, que sur l'exécution des Lettres d'obligation faites devant nos Juges, les parties ne seront mises en aucune maniere en procès ; & si le contraire se fait,

ITEM, *quòd si alicujus hæreditas nobis aut nostris successo ibus obvenerit ob defectum solutionis nostrorum debitorum*, *quòd intra annum in quo hæreditas ad nos taliter devenerit*, *illi de genere ipsius cujus fuerit hæreditas*, *aut dominus à quò tenebatur ipsa hæreditas in defectum illius de genere*, *ad retrahendum de cætero sine difficultate admittantur : servatâ in hac parte consuetuetudine patriæ inter nostros subditos hactenùs observatâ*, *usu quoque contrario non obstante.*

ITEM, *quòd propter quamcunque donationem*, *permutationem aut alienationem qualemcunque de bonis ad nostrum patrimonium pertinentibus*, *per nos aut nostros successores cuicunque factam aut faciendam*, *dicti nostri subditi per illum in quo dictum nostrum patrimonium transtulerimus ut præfertur*, *in loco vel sub judice remotiori trahi non possunt*, *nec ipsi subditi* comparare aut respondere teneantur quod ipsi anteà tenebantur, ac etiam ipsis nostris subditis Ducatûs Normaniæ ob hoc præjudicium aliquod nullatenùs generetur, insuper per præmissa aut aliquod præmissorum, patriæ consuetudinem non intendimus aliquatenùs erga subditos immutari.

ITEM, *quòd super executione litterarum obligationum coram nostris judicibus confectarum*, *partes de cætero nullatenùs ponantur in processu : & si contrarium fiat*, *non teneat ipso*

moins qu'une d'elles ne prétende avoir payé.

cette action sera nulle de plein droit, à moins que, de la part du débiteur, le paiement ne soit allégué, auquel cas notre main garnie du montant de la dette demandée, que les preuves soient admises de la part du débiteur.

En matiere de retrait, celui qui ne possédera pas l'héritage ne pourra être ajourné.

Vingt-troisiemement, qu'en aucun cas de marché de bourse, le querellé ne soit tenu à répondre, s'il ne possede le marché, dans le cas même où nous nous efforcerions de retraire ledit marché.

Pour cela, & pour perpétuelle mémoire de la chose, nous avons accordé & accordons, & par autorité royale, *confirmons toutes & une chacune les choses dessus dites à tous nos sujets du Duché de Normandie*, & ordonnons qu'elles soient *perpétuellement & inviolablement* observées par tous nos Justiciers.

Donné à Vincennes, sous notre scel, l'an du Seigneur mil trois cent quinze, au mois de Juillet.

Et des autres Lettres la teneur est telle :

Préambule de l'Ordonnance du même Prince, du même jour, qui enjoint à ses Officiers d'observer & de faire observer la susdite Charte.

LOUIS, par la grace de Dieu, Roi de France & de Navarre, (1) à tous nos Baillifs, Vicomtes & autres nos Officiers & Justiciers de notre Duché de Normandie, Salut. Il nous a été dernierement exposé de la part des Prélats, des Personnes Ecclésiastiques, des

(1) Dans le vieil Coutumier la date de cette Ordonnance est de 1314. Cette date est fausse, dit Lauriere : elle doit être rectifiée par la Charte latine.

jure, nisi ex parte debitoris solutio allegetur: in quo casu saisitâ manu nostrâ de quantitate petitâ, probationes ex parte debitoris admittantur.

ITEM, quòd in nullo casu in mercato bursæ, querelatus, nisi mercatum possideat, respondere nullatenùs teneatur, etiam si nos mercatum bursæ retrahere niteremur.

Hæc autem omnia & singula supradicta *ad perpetuam rei memoriam* nostris subditis quibuscunque hujusmodi Ducatûs Normaniæ *concessimus, concedimus, & auctoritate regiâ* confirmamus, *& ab omnibus nostris Justitiariis præcipimus* perpetuò inviolabiliter *observari.*

Datum apud Vicennum sub sigillo nostro, anno Domini millesimo trecentesimo quintodecimo, mense Julio.

Aliarum verò litterarum tenor est talis.

LUDOVICUS, Dei gratiâ, Francorum & Navarræ Rex. Omnibus Baillivis, Vicecomitibus & aliis Officialibus & Justitiariis nostris Ducatûs nostri Normaniæ, Salutem. Ex parte Prælatorum, Ecclesiasticarum Personarum, Baronum, Nobilium & aliorum subditorum nostro-

Barons, des Nobles, & autres nos ſujets du Duché de Normandie, qu'il leur avoit été fait, cauſé & apporté par nos Officiers & autres nos Miniſtres & ceux de nos prédéceſſeurs, pluſieurs griefs, nouveautés, & graves préjudices qu'ils ont cru devoir nous expoſer bonnement ; & Nous, voulant leur montrer l'accompliſſement d'une prompte juſtice, & leur accorder une grace ſpéciale à cauſe de leur mérite, par mûres délibérations de notre Conſeil, nous avons admis gracieuſement leurs ſupplications, & les avons expédiées eu égard à la juſtice, ainſi qu'il eſt contenu plus à plein dans quelques-autres nos Lettres ſcellées en lacs de ſoie & cire verte ; leſquelles Lettres & tout ce qu'elles contiennent, autant qu'elles regardent les ſuppliants & leurs ſujets, approuvant & agréant, nous voulons & ordonnons étroitement & mandons être obſervés perpétuellement & inviolablement, comme devant eſt dit, par vous & un chacun de vous, & par tous nos autres ſujets, & que vous vous empreſſiez, autant qu'à vous ou à chacun de vous appartiendra, de rappeller à l'état dû, tout ce qui vous paroîtra évidemment avoir été mal-à-propos attenté contre leur teneur, depuis le temps de leur publication, & que vous n'ayez à permettre qu'il ſoit attenté contre quelque choſe du contenu auxdites Lettres par aucun notre Commiſſaire : & parce que nous déſirons ardemment que toutes & une chacune des choſes ſuſdites ſoient fermement obſervées dans la ſuite, à vous

rum Ducatûs Normaniæ nuper nobis fuit expositum, quòd per officiales & alios ministros nostros ac prædecessorum nostrorum multa eis fuerint illata gravamina, & etiam novitates graviaque præjudicia generata, quæ nobis seriosiùs duxerunt exponi, & nos ipsi volentes exhibere celeris justitiæ complementum, ac etiam ob eorum merita gratiam facere specialem, ex maturâ deliberatione nostri Consilii, ipsorum supplicationes admisimus gratiosè, & eas expedivimus justitiâ suadente, prout in quibusdam aliis nostris litteris in serico & cerâ viridi sigillatis pleniùs continetur, quas quidem litteras & quicquid continetur in ipsis, quantùm ad ipsos & ipsis subditos ratas habentes & gratas, volumus ac districtè percipimus & mandamus per vos & vestrûm quemlibet, ac quoscunque alios nostros subditos perpetuò, ut præmittitur, inviolabiliter observari: & quidquid contra ipsarum tenores à tempore publicationis earumdem vobis constiterit temerè fuisse actemptatum, prout ad vos & vestrûm quemlibet pertinuerit, ad statum debitum festinetis revocare; nec à quoquam Commissario nostro contra aliquid de contentis in litteris supradictis, ut supradictum est permittatis, aliqualiter actemptari. Et quia desideramus præmissa omnia & singula de cætero inconcussè servari, vobis & vestrûm cuilibet, ac quibuscumque successoribus vestris in officiis vobis commissis, districtiùs præcipimus & mandamus sub pœnâ amissionis officiorum vestrorum & aliis pœnis *infrà scriptis, firmiter injungentes, quatenùs quando per latorem præsentium fueritis*

& à chacun de vous, & à qui que ce soit de vos successeurs, dans les offices qui vous sont commis, commandons étroitement, & mandons, sous la peine *de la perte de vos offices, & autres peines* ci-dessous mentionnées, avec ferme injonction, que quand vous serez requis par le porteur des présentes, vous fassiez lire & publier dans les assises & pleds de notredit Duché nosdites Lettres; & qu'après les avoir lues, & mis la main sur les Saints Evangiles, vous juriez perpétuellement, inviolablement & inébranlablement observer toutes & une chacune les choses contenues en icelles, comme devant est dit; outre cela jusqu'à ce que vous ayez juré, pourvu cependant que vous en soyez requis, nous vous suspendons & un chacun de vous de vos offices. Or, si vous ou quelqu'un de vous, ose enfreindre & faire quelqu'entreprise contre le contenu, ou quelque chose du contenu dans lesdites Lettres, outre la transgression du serment, nous condamnons & déclarons être vraiment envers nous obligés & condamnables; savoir, chaque Baillif en vingt livres tournois, chaque Vicomte en dix livres tournois, & chacun de nos Officiers inférieurs en cent sols tournois, toutes les fois qu'il contreviendra à ce que dessus: & voulons que, vertu de ce serment, ils soient tenus de nous payer, ou à nos Gens des comptes, dans notre prochain Echiquier de Rouen, la susdite somme d'argent, après la susdite trangression, que vous, ou quelqu'un de vous ou vos successeurs, aura cru

requisiti, in assisiis & placitis nostri dicti Ducatûs dictas nostras litteras faciatis legi, & etiam publicari : & ipsis perfectis tactis sacrosanctis Evangeliis omnia & singula contenta (ut præmittitur) in eisdem juretis semel perpetuò, inconcussè & inviolabiliter observare. Aliàs vos & vestrûm quemlibet quousque juraveritis (dum tamen fueritis requisiti) à vestris officiis suspendimus. Si verò contrà contenta seu aliqua vel aliquot de contentis in eisdem litteris vos aut vestrûm aliquem aliquid contigerit attemptare, ultrà transgressionem juramenti quemlibet Baillivum in viginti libris Turonensibus, quemlibet Vicecomitem in decem libris Turonensibus, quemlibet verò Officialem nostrum inferiorem in centum solidis Turonensibus totiens quotiens contra fecerit, condemnamus & nobis esse decernimus efficaciter obligatos. Et per juramentum hujusmodi dictam pecuniæ summam volumus teneri solvere nobis, seu gentibus nostris computorum nostrorum in proximo nostro Rothomagensi Scacario post transgressionem memoratam, si quam vos aut vestrûm alter, vel vestri successores duxeritis committendam. Datum apud Cressiacum, die Dominicâ, ante festum beatæ Mariæ Magdalenæ, anno Domini millesimo trecentesimo quinto decimo.

pouvoir commettre. Donné à Creffi, le Dimanche avant la fête de Sainte Marie-Madeleine, l'an de grace mil trois cent quinze. (1)

Ici continue la Charte de confirmation donnée par Philippe de Valois.

Or, *ratifiant & approuvant ledit regiftre coutumier, fes ufages louables & coutumes anciennes, leurs franchifes, libertés, leurs privileges* & toute & une chacune les chofes y contenues, & voulant qu'elles foient inviolablement & perpétuellement obfervées & fermement tenues en faveur des mêmes Prélats, perfonnes Eccléfiaftiques, Barons, Chevaliers, Nobles, Citoyens, Habitants & commun peuple fufdits : Nous voulons l'exécution de toutes ces chofes, nous les accordons, louons & approuvons, & par la teneur des préfentes, de notre autorité & certaine fcience, les confirmons, nonobftant toutes entreprifes ou faits au contraire par le temps paffé, que nous ne voulons pas à eux ou à aucuns d'eux être préjudiciables à l'avenir, mais au contraire voulons que les fufdits droits & privileges demeurent à l'avenir en leur force & vigueur; & d'abondant à eux & à chacun d'eux, accordons, *après en avoir délibéré folemnellement avec quelques-uns de la nation & autres perfonnes de notre Confeil*, le contenu dans les fufdites Lettres du Roi Louis, qui eft tel :

» Que dorénavant par nous, ou nos fucceffeurs audit Duché, ne pourront & ne devront être levées fur les perfonnes y de-

(1) C'étoit en cette année le 20 Juillet.

Nos autem regiſtrum prædictum, uſus laudabiles & conſuetudines ſuas antiquas, & eorum franchiſias & libertates, necnon privilegia *& litteras ſupraſcriptas, ac omnia & ſingula contenta in ipſis* rata habentes & grata, *ac ea volentes pro ipſis Prælatis, Eccleſiaſticis Perſonis, Baronibus, Militibus, Nobilibus, Civibus & Habitatoribus plebeiſque prædictis, & eorum ſingulis, inviolabiliter, perpetuò obſervari & inconcuſsè teneri, ea volumus: concedimus, laudamus, approbamus, & tenore præſentium auctoritate regiâ de certâ ſcientiâ confirmamus, non obſtante quocunque attemptato vel facto in contrarium tempore retrolapſo, quod eis aut eorum alicui in aliquo præjudicare nolumus in futurum, imò ea volumus in ſuo robore permanere, & ex abundanti eis & eorum ſingulis, habitâ cum aliquibus de genere, & aliis de conſilio noſtro, deliberatione ſolenni, concedimus clauſula prædicta, contenta in præſcriptis litteris Ludovici Regis, quæ talis eſt.*

Item, quod de cætero per nos aut ſucceſſores noſtros in dicto Ducatu, in perſonis ac bonis ibidem commorantium, ultra redi-

meurantes, & leurs biens, aucunes tailles, ſubventions, impoſitions ou exactions quelconques, outre les rentes, cens & ſervices qui nous ſont dûs, ſans une évidente *utilité & une urgente néceſſité* que de la maniere ſuivante, & non autrement. «

» Sçavoir, que dorénavant nous ou les Rois nos ſucceſſeurs ne requérerons, ne demanderons, ne prendrons rien au-delà des rentes, cens & ſervices ſuſdits, & ne permettrons être pris ou levé par qui que ce ſoit, de quelqu'état & condition qu'il ſoit, aides, ſubventions, tailles, impoſitions, ou autre exaction quelconque, dans le ſuſdit pays de Normandie, ſur quelques perſonnes que ce ſoit du même pays, ou ſur leurs biens meubles ou immeubles, ſoit que les perſonnes ſoient Eccléſiaſtiques ou ſéculiers, Nobles ou roturiers, tenantes ſous nous ou de nous en quelqu'endroit que ce ſoit, immédiatement ou médiatement dans ledit pays, ſoit dans les villes (ou villages) ou hors d'icelles, en quelque occaſion ou pour quelque cauſe que ce ſoit; nous étant ſeulement retenu & réſervé, ainſi qu'à nos ſucceſſeurs Rois, que nous pourrons & qu'ils pourront faire proclamer dans ledit pays l'arriere-ban en la maniere qui ſuit, & non autrement:

» Sçavoir, que dans le cas que nous ſçaurions ou qu'ils ſçauroient que nous aurions ou qu'ils auroient une ferme eſpérance (ou croyance) que nos ennemis ou ceux dudit royaume ſeroient en ſi grande nombre ou

tus, censûs, & servitia nobis debita, taillias, subventiones, impositiones aut exactiones quascunque facere non possimus, nec etiam debeamus, nisi evidens utilitas aut urgens necessitas *id exposcat, intelligatur à modo in modum qui sequitur, & non alias, videlicet.*

Quod à modo nos aut successores nostri Reges ultra reditus, census & servitia prædicta non requiremus aut petemus vel capiemus, nec per alium quemcunque cujuscumque conditionis aut status existat, capi aut levari permittemus subsidium, subventionem, tailliam, impositionem, vel aliam exactionem qualemcunque in patriâ Normaniæ supradictâ super quacunque personâ aut personis quibuslibet ejusdem aut super bonis suis mobilibus aut immobilibus, sive sint Ecclesiasticæ, aut seculares, nobiles sive non nobiles, tenentes sub nobis vel à nobis ubicunque immediatè vel mediatè in eadem patriâ, sive in villis sive extra villas, quacunque occasione vel causâ, cujuscunque conditionis aut status existant, aut super bonis aliorum in patriâ consistentibus ante dictâ salvo & retento duntaxat nobis & successoribus nostris Regibus quod nos poterimus & ipsi poterunt in ipsâ patriâ proclamari, facere Retrobannum in modum qui sequitur & non aliàs.

Silicet in casu, quod nos sciremus vel ipsi scirent, vel firmam spem haberemus aut ipsi haberent, quod hostes nostri & dicti regni forent in tantâ multitudine seu potentiâ gentis armorum, pro gravando nos seu suc-

puiſſance de gens de guerre, pour nous grever, ou nos ſucceſſeurs, ou notredit royaume, qu'après la premiere ſemonce ou convocation générale, nous ou nos ſucceſſeurs ne fuſſions, ou eux ne fuſſent aſſez forts pour s'oppoſer ou réſiſter à la puiſſance de nos ennemis, ou pour ramener à notre obéiſſance nos ſujets rebelles, ſans faire cet arriere-ban, ſelon notre conſcience ou celle de nos ſucceſſeurs Rois de France; dans ce cas, ledit arriere-ban ſe feroit & pourroit ſe faire, & tous feroient tenus de lui obéir; & dans le cas ſuſdit, nous ou nos ſucceſſeurs ne leverons ni ne permettrons lever amende ou quelque finance quelconque, ſur quelques perſonnes que ce ſoit dudit pays de Normandie, leſquelles viendront comme elles le devront audit arriere-ban: Et à la conceſſion des préſentes, fut *préſent notre très cher fils aîné*, *JEAN*, *Duc de Normandie* (1), *Comte d'Angers & du Mans*, *qui*, *comme notre fils aîné & notre ſucceſſeur dans le ſuſdit Royaume*, *& Duc du ſuſdit Duché*, pour lui & ſes ſucceſſeurs, a promis tenir, conſerver, faire tenir & conſerver perpétuellement toutes & une chacune les choſes ſuſdites, en tant qu'elles peuvent ou pourront le toucher pour le temps préſent & à venir.

C'eſtpourquoi nous mandons & enjoignons

(1) Il exiſte dans les archives du chapirre de Rouen une Charte particuliere & confirmative dudit Jean, au même lieu, mois & an que celle de Philippe de Valois ſon pere.

cessores nostros & datum regnum nostrum quod per primam semonsam seu convocationem generaliter factam, nos seu nostri successores & illi qui tunc essent nobiscum aut cum successoribus nostris non essemus, aut ipsi non essent satis fortes ad obviandum seu resistendum hostium nostrorum potentiæ, aut ad reducendum ad obedientiam subditos nostros rebelles, absque faciendo hujusmodi Retrobannum secundùm conscientiam nostram seu successorum nostrorum Regum Franciæ : ut in illo casu fieret & fieri posset Retrobannum, & omnes tenerentur eidem obedire. Et in casu prædicto nos aut successores nostri à personnis quibuscunque dictæ patriæ Normaniæ quæ venient sicut debebunt ad dictum Retrobannum, non levabimus nec levari permittemus emendam vel financiam aliamqualemcunque Et in concessione præsentium præsens extitit carissimus primogenitus noster JOANNES Dux Normanniæ, Comes Andegavensis & Cenomensis, qui tanquam primogenitus & successor noster in regno ac Dux Ducatus prædicti *pro se & successoribus suis, omnia & singula præmissa quatenus possunt & poterunt eum tangere, & ad ipsum spectare pro præsenti tempore & futuro, promisit tenere perpetuo & servare, ac teneri facere & servari.*

Quo circa universis & singulis Baillivis,

fermement, vertu des préſentes, à tous & un chacun les Baillis, Vicomtes & autres juſticiers dudit Duché & pays de Normandie, préſents & à venir, & chacun en droit ſoi, qu'ils aient à tenir inviolablement, faſſent tenir & obſerver toutes & une chacune les choſes ſuſdites en faveur des ſuſdits Eccléſiaſtiques, Barons, Chevaliers & autres Nobles, Citoyens, habitants des villes, & commun peuple dudit pays, préſents & à venir, ſans ſouffrir ni permettre qu il ſoit préjudicié ni fait rien de contraire. Et afin que ce ſoit choſe ferme & ſtable à jamais, nous avons fait mettre notre ſcel à ces préſentes Lettres, ſauf notre droit & l'autrui en toutes choſes «.

» Donné à Poiſſi, l'an de grace mil trois cent (1) trente-neuf.

Ici continue la Charte de confirmation donnée par Charles VI.

» Regardant donc comme une choſe indécente & indigne, de préjudicier aux ſentiments des perſonnes ſenſées, & de franchir les bornes anciennes preſcrites par nos prédéceſſeurs ; & deſirant ſincerement faire paſſer nos ſujets dudit Duché, des ténebres & des miſeres, dans la beauté de la paix & le riche repos des biens temporels; afin de paroître leur avoir été de quelque utilité, & de les avoir gratifiés de quelque bienfait, à

(1) Le latin, édition de Baſnage, 1778, porte *viceſimo*. C'eſt une erreur de copiſte. La Charte de Philippe eſt donnée en préſence de Jean, Duc de Normandie. Or ce Prince ne fut Duc de cette Province qu'en 1332 : par conſéquent la Charte n'a pu être donnée en 1329.

Vicecomtibus & aliis Justitiariis Ducatûs & patriæ Normaniæ præsentibus & posteri. præsentium tenore mandamus, firmiter injungentes, quatenus omnia & singula supradicta præfatis Prælatis, Ecclesiasticis personis, Baronibus, Militibus, cæterisque Nobilibus, Civibus, habitatoribus villarum, plebeisque prædictis, præsentibus & futuris, & eorum singulis prout ad ipsos & quemlibet eorum pertinuerit, teneant inviolabiliter & observent, ac teneri faciant & servari, nihil attemptari vel fieri in contrarium permissuri. Quæ ut firma & stabilia perpetuo perseverent, præsentibus litteris nostrum fecimus apponi sigillum, salvo in aliis jure nostro, & in omnibus alieno.

Actum apud Pissiacum, anno Domini millesimo trecentesimo tricesimo nono, mense Martio.

Indecens igitur & indignum æstimantes sensatorum præjudicare sententiis & antiquos nostrorum prædecessorum terminos transilire, subdítos ipsos nostros dicti Ducatûs de tenebris & miseriis ejectos, in pacis pulchritudine & temporalium requie opulentâ affectantes collocare, ut aliquid sibi videamur accrevisse, & Beneficium quantum possumus ampliasse, eisdem supplicantibus in jucundo adventu nostro contemplatione bonorum &

notre joyeux avénement à la Couronne, en considération des bons & gratuits services à feu de bonne mémoire notre Seigneur & pere (1) (dont l'ame repose en paix). La chose mûrement considérée, de notre certaine science & autorité Royale; nous confirmons, fortifions & roborons les susdits privileges, les ratifiant & agréant comme il est contenu dans les susdites lettres : Voulons & ordonnons qu'ils soient tenus & observés inviolablement à l'avenir; & de peur que par l'usage ou par autres lettres, concessions ou ordonnances au contraire, obtenues ou surprises, lesdits privileges, ou quelques parties d'iceux, puissent être révoqués en doute; quant à ce, nous révoquons & voulons être regardées comme non faites & non accordées toutes choses au contraire usurpées, soit par usage, concession, commandement ou ordonnances, faites ou observées par grace; & voulons que, nonobstant toutes choses faites au contraire, lesdits privileges soient perpétuellement observés, & que nous ou nos successeurs, ou leurs Officiers, n'aient à y attenter, ne faire rien au contraire : & si par hazard (ce qu'à Dieu ne plaise) est faite quelqu'entreprise au contraire, nous ne prétendons pas qu'elle porte aucun préjudice auxdits suppliants & autres sujets de notre Duché, ou à leurs susdits privileges en quelque maniere que ce soit : & afin que ce soit chose stable & ferme pour

(1) Charles V, dit le Sage.

gratuitorum servitiorum per ipsos impensorum, recolendæ memoriæ Domino & genitori nostro (cujus anima in pace requiescat) habito maturo consilio, & nostrâ certâ scientiâ & auctoritate regiâ, prædicta privilegia rata & grata habentes sicut in suprascriptis litteris continetur; confirmamus, validamus & roboramus; ac ipsa teneri & observari inviolabiliter in futurum decernimus & ordinamus, & ne propter usum vel alias litteras, concessiones aut ordinationes in contrarium factas, obtentas, vel etiam usurpatas, ipsa privilegia vel alia ex ipsis possint in dubium revocari, omnia in contrarium facta, concessa, actemptata, usu concessione, mandato, vel ordinatione, aut per gratiam facta vel observata, quoad hoc revocamus, & pro non factis vel concessis haberi volumus, ipsa omnia penitus abolendo. Et volumus quod non obstantibus in contrarium factis dicta privilegia perpetuo observentur, & nos aut successores nostri, vel ipsorum officiarii nihil in contrarium habeant actemptare, & si quid forsan (quod absit) in contrarium actemptatum fuerit quod per hoc nullum præjudicium generetur dictis supplicantibus, & aliis subditis dicti nostri Ducatus vel Privilegiis suis prædictis quoquomodo. Quod ut firmum & stabile permaneat in futurum sigillum nostrum præsentibus litteris duximus apponendum, salvo in aliis jure nostro, & in omnibus quolibet alieno. Datum in Nemore Vicennum vigesimâ quintâ die Januarii anno Domini millesimo trecentesimo

l'avenir, nous avons fait mettre notre fcel aux préfentes Lettres, fauf en toutes chofes notre droit & l'autrui. Donné au bois de Vincennes, le vingt-cinquieme jour de Janvier, l'an mil trois cent quatre-vingt, & de notre regne le premier (1). Ainfi figné par le Roi en fon grand Confeil, auquel étoient préfents les Seigneurs Ducs d'Angers, de Bourges, de Bourgogne & de Bourbon, & plufieurs autres. Collation faite fur les Lettres originales fufdites, par moi THORSE, *vifa.* & fur le dos de ladite Charte étoit écrit : Les préfentes Lettres lues & publiées en la Cour du Parlement, & par Arrêt d'icelui, enregiftrées dans les regiftres de ladite Cour, le premier Avril mil trois cent quatre-vingt, devant Pâques. *Signé* JOUVENCE. » *Regiftrées.*

Ici continue la Charte de confirmation donnée par Charles VII.

Or, croyant qu'il eft jufte & conforme à l'équité que les conceffions émanées de nos très-illuftres ayeux foient perpétuellement obfervées, marchant fur les traces de nofdits prédéceffeurs, eu égard fur-tout à ce que les habitants dudit Duché, pendant même la violente incurfion des Anglois, ennemis de nous & de notre royaume, nous ont donné les marques d'une affection finguliere & d'une grande fidélité. Après en avoir mûrement délibéré avec notre Confeil, de notre cer-

(1) Charles IX, en 1564, ordonna que l'année commenceroit en Janvier

Comme elle commençoit à Pâques fous Charles VI, & que Charles V mourut le 16 Septembre 1380, il s'enfuit que le mois de Janvier fuivant appartenoit à l'année 1380.

octogeſimo , & regni noſtri primo. Sic ſignatum per Regem in ſuo magno Conſilio, in quo Domini Andegavenſis , Bituricenſis , Burgundiæ , Borbonii Duces , & quam plures alii erant. Thociæ. *Collatio facta eſt cum litteris originalibus ſupraſcriptis per me* THOCIÆ. *Viſa. Et in dorſo dictæ Chartæ erat ſcriptum : lectæ fuerunt præſentes litteræ & publicatæ in Camera Parlamenti , & in libro ordinationum dictæ curiæ & præcepto ejuſdem regiſtratæ die primâ Aprilis anno Domini milleſimo trecenteſimo octogeſimo , ante Paſcha.* JOUVENCÆ. *Regiſtrata.*

Nos autem juſtum & æquitati conſonum arbitrantes conceſſiones à clariſſimis progenitoribus noſtris emanatas perpetuis obſervari temporibus , ipſorum progenitorum veſtigiis inhærendo , (maxime quia dicti Ducatus incolæ , indeſinenter etiam durante violentâ ipſius patriæ per Anglicos noſtros & regni noſtri antiquos inimicos occupatione , ſingularem ad nos geſſerunt dilectionis affectum , & non parva præſtiterunt fidelitatis obſequia :) habitâ præterea magni Conſilii noſtri deliberatione præmaturâ : Chartam ipſam Nor-

taine ſcience, pleine puiſſance & autorité Royale, nous avons loué, ratifié, approuvé & confirmé, louons & ratifions, approuvons & confirmons pleinement par ces préſentes, *la Charte Normande*, avec les confirmations d'icelle, données par nos ſuſdits prédéceſſeurs PHILIPPE, JEAN (1) & CHARLES, ainſi que les loix, le regiſtre qui les contient, les coutumes, les droits, privileges, libertés, franchiſes, immunités, exemptions, & toutes & une chacune les choſes contenues en icelles, les ayant pour agréables; voulant & ordonnant expreſſément que toutes leſdites choſes ſoient inviolablement & fermement obſervées, & d'abondant par vertu & puiſſance du ſuſdit VI^{e}. article exprimé dans les Lettres de notre ſuſdit prédéceſſeur le Roi *LOUIS*, dont la teneur enſuit :

» Que dorenavant par nous, ou nos ſucceſſeurs audit Duché, il ne pourra & ne devra être levé & faites aucunes tailles & ſubventions, impoſitions ou quelqu'autres exactions que ce puiſſe être, ſur les perſonnes & les biens de ceux qui demeurent dans ledit Duché, au-delà des rentes, cens & ſervices qui nous ſont dûs, ſans *une évidente*

(1) C'eſt Jean II qui ſigna, étant Duc de Normandie, à la Charte de confirmation de Philippe de Valois ſon pere, en 1339.

Voyez la note ci-deſſus, où il eſt dit que la Charte de Jean, fils de Philippe de Valois, exiſte au Chartrier de la Cathédrale de Rouen : nous la donnerons ci-après.

(2) Voyez ci deſſus la note à l'art. VI de la Charte aux Normands, donnée par Louis Hutin.

maniæ, *unà cum ſubſecutis (ut præmiſſum eſt) confirmationibus ante dictorum prædeceſſorum noſtrorum* Philippi *videlicet*, Joannis *&* Caroli, *& etiam leges atque regiſtrum, conſuetudines, uſus, jura, privilegia, libertates, franchiſias, immunitates & exemptiones, ac omnia & ſingula in eodem contenta rata & grata habentes, eas & in eâ, ex certâ noſtrâ ſcientiâ auctoritate regiâ ac poteſtatis plenitudine, laudavimus, ratificavimus, approbavimus & confirmavimus, laudamus, ratificamus, approbamus & confirmamus, plenariè perpræſentes: volentes & expreſſe ordinantes, ea omnia & ſingula inviolabiliter, & inconcuſſè perpetuis futuris temporibus obſervari. Et inſuper auctoritate ac poteſtate articuli ſexti in litteris, prætacti, anteceſſoris noſtri*, LUDOVICI *Regis expreſſati tenoris ſubſequentis.*

Item quod de cætero per nos, aut noſtros ſucceſſores in dicto Ducatu in perſonis aut bonis ibidem commorantium, ultra reditus, cenſus, & ſervitia nobis debita, taillias, ſubventiones, impoſitiones, aut exactiones quaſcunque facere non poſſimus nec debeamus, niſi evidens utilitas, vel urgens neceſſitas *id expoſcat. Et poſt modum*

utilité & une urgente néceſſité ; » lequel article modifié (1) par le ſuſdit Roi Philippe, voulons être entendu en la maniere & forme ſuivante, & de même obſervé à perpétuité, nonobſtant quelques additions que ce ſoit, faites & ajoutées par le ſuſdit Roi Philippe :

» *Savoir, que dorénavant nous ne pourrons & ne devrons même faire, ſoit par nous ou nos ſucceſſeurs dans ledit Duché, ſur les perſonnes ou ſur les biens de ceux qui y demeurent, aucunes tailles, ſubventions, impoſitions ou exactions quelconques, ſans une évidente utilité & néceſſité urgente, & comme il a été fait & uſé coutumierement dans le temps paſſé, par la convention* (2) *& l'aſſemblée des gens des trois états dudit Duché.* (3) »

C'eſt pourquoi nous mandons à nos bien-amés & féaux Conſeillers, les Gens tenant notre Parlement, *& qui tiendront les futurs Parlements & nos Echiquers de Normandie*, à tous & un chacun les Baillis, les Vicomtes & autres Juſticiers du pays & du Duché de Normandie, préſents & futurs, en vertu des préſentes, & leur enjoignons que chacun en droit ſoi, tiennent inviolablement,

---

(1) Voyez ci-deſſus la Charte de confirmation donnée par Philippe de Valois.

(2) Dans les Lettres de convocation pour les Etats de la Province, nos Rois ſe ſont ſervis du mot *convention* ; c'eſt-à-dire, aſſemblée.

(3) Les Etats de Normandie compoſés des trois Ordres, ont commencé en 1335, ſous Philippe de Valois, & ont ſubſiſté juſqu'en 1654, ſans interruption : ils avoient le droit de conſentir & octroyer l'impôt.

per Præfatum Philippum Regem modificatum in modum & formam subsequentem intelligi, non obstantibus quibuscunque additionibus per dictum Philippum factis & adjectis, ita in perpetuum observari, videlicet.

Quod de cætero per nos aut nostros successores in dicto Ducatu in personis aut bonis ibidem commorantium ultra reditus, census, & servitia nobis debita, taillias, subventiones, impositiones, aut exactiones quascunque facere non possimus, nec etiam debeamus, nisi evidens utilitas vel urgens necessitas id exposcat, & per conventionem & congregationem gentium trium statuum dicti Ducatus sicut factum fuit & consuetum tempore retrolapso.

Quocirca dilectis & fidelibus Consiliariis nostris gentibus Parlamentum nostrum tenentibus, & qui futura tenebunt Parlamenta nec non scacaria nostra Normaniæ, *universisque & singulis Baillivis, Vicecomitibus, & aliis justitiariis Ducatùs & patriæ Normaniæ supradictæ præsentibus & posteris, præsentium tenore mandamus, firmiter injungentes, quatenùs omnia & singula supra dicta præfatis habitatoribus & incolis, dictæ patriæ*

& obſervent & faſſent obſerver toutes & une chacune les choſes ſuſdites accordées aux ſuſdits manants & habitants préſents & futurs dudit pays, & à leurs ſucceſſeurs, ſans permettre qu'il y ſoit attenté ou préjudicié aucunement, & en révoquant même toute entrepriſe & attentats contraires; & afin que ce ſoit choſe ſtable & permanente pour l'avenir, nous avons fait mettre notre ſcel à ces préſentes Lettres, ſauf en toutes choſes notre droit & l'autrui. Donné à Tours au mois d'Avril, l'an de grace mil quatre cent cinquante-huit (1), & de notre regne le trente-ſixieme. Et ſur le repli en la marge inférieure de ladite Charte, eſt écrit ce qui ſuit : Par le Roi en ſon Conſeil, auquel étoit le Seigneur Duc de Bourbon, le Comte de Foix, le Comte de Dunois, l'Archevêque de Narbonne, l'Evêque de Coutances, le Seigneur Pierre de Brezé, le Seigneur de Varcour, Louis de Beaumont, Jean le Bourſin, le Seigneur d'Eſterney, Chevaliers; Maîtres Georges Haveſt, Etienne le Fevre, Jean Barbin, & pluſieurs autres; ainſi *ſigné*, DANIEL. Collation faite ſur les Lettres originales inſérées ci-deſſous. *Viſa*; & au dos de ladite Charte étoit écrit *Regiſtrata*.

Ici continue la Charte de confirmation donnée par Louis XI. pere de Charles VIII.

A cauſe de quoi ſouhaitant marcher ſur les louables traces de nos mêmes prédéceſſeurs,

(1) Charles VII, monta ſur le Trône le 20 Octo. 1422; ainſi la trente-ſixieme année de ſon regne étoit celle de 1458.

C'eſt par erreur de Copiſte que le latin de Baſnage, édition de 1778, porte : *Quadringenteſimo octavo*, *ſupple quinquageſimo*.

præsentibus & futuris, & eorum singulis, prout ad ipsos & quemlibet ipsorum pertinuerit, teneant inviolabiliter & observent, ac teneri faciant & servari, nihil actemptari & fieri in contrarium permittentes, & in contrarium actemptatum revocando, quod ut firmum & stabile perpetuo permaneat, præsentibus litteris sigillum nostrum duximus apponendum; nostro in aliis & in omnibus quolibet alieno jure semper salvo. Datum Turonis, in mense Aprili, anno Domini millesimo quadringentesimo quinquagesimo octavo & regni nostri tricesimo sexto, & super plicam in margine inferiori dictæ Chartæ erat scriptum quod sequitur. Per Regem in suo Concilio, in quo Dominus dux Borboniensis, Comes suxi, vos comes Dunensis Archiepiscopus Narbonensis, Episcopus Constantinensis. Dominus Petrus de Breze, Dominus de Varcua, Ludovicus de Bellemonte, & Joannes le Boursier, Dominus Desternay, Milites, Magistri Georgius Havart, Stephanus Fabri, & Joannes Barbin, & quamplures alii erant, sic signatum, DANIEL. *Collatio facta cum originalibus Litteris inferius insertis. Visa & dorso ipsius Chartæ erat scriptum registrata.*

Ea propter nos eorumdem prædecessorum nostrorum vestigiis laudabilibus adhærere cu-

nous avons loué, approuvé & confirmé, louons, approuvons & confirmons par les présentes toutes & une chacune les choses contenues dans ladite Charte, & dans les confirmations qui s'en sont ensuivies & sont insérées ci-dessus : voulant que dans tous ses points & articles, ainsi que les concessions Royales le contiennent, elle sorte son plein & entier effet à perpétuité.

C'est pourquoi nous mandons avec étroite injonction à nos chers & féaux Conseillers les gens tenant notre Parlement, & qui tiendront les futurs Parlements & nos Echiquiers de Normandie, à tous & chacun les Baillifs, Vicomtes & autres Justiciers dudit pays & Duché de Normandie, présents & à venir, qu'autant qu'il leur appartiendra, ou qu'à chacun d'eux pourra appartenir, ils aient à tenir inviolablement, observer, fassent tenir & observer toutes & une chacune les choses en faveur des manants & habitants dudit pays présents & à venir, ne permettant qu'il y soit fait ou porté aucun préjudice ou détourbier; au contraire en ramenant de toute maniere les choses à l'état ancien, & redressant tous les torts, nonobstant toutes Lettres contraires accordées ou à accorder; & afin que ce soit chose ferme & stable pour jamais, nous avons fait apposer & mettre notre scel à ces présentes, sauf en toutes choses notre droit & l'autrui. Donné à Tours, le quatre de Janvier mil quatre cent soixante & un (1),

(1) Louis XI parvint à la Couronne le 22 Juillet 1461, ainsi le mois de Janvier suivant appartenoit à la même année 1461.

C'est par erreur de Copiste que le latin de Basnage,

pientes, Cartam pertranſcriptam, ac omnia & ſingula contenta in eâdem & confirmationibus inde ſequentibus, ſuperius inſertis, laudavimus, approbavimus & confirmavimus; laudamuſque approbamus & confirmamus per præſentes : volentes eam in ſingulis ſuis punctis & articulis, uti conceſſiones Regiæ præinſertæ continent, ſuum pleniſſimum effectum perpetuis obtinere temporibus.

Quocirca dilectis & fidelibus Conſiliariis noſtris gentibus Parlamentum noſtrum tenentibus & qui futura tenebunt Parlamenta, nec non ſcacaria noſtra Normaniæ, univerſis & ſingulis Baillivis vicecomitibus & aliis juſtitiariis Ducatûs patriæ Normaniæ ſupradictæ præſentibus & poſteris præſentium tenore mandamus, firmiter injungentes, quatenus omnia & ſingula ſupradicta præfectis Habitantibus & incolis dictæ patriæ præſentibus & futuris & eorum ſingulis prout ad ipſos & quemlibet ipſorum pertinuerit, teneant inviolabiliter & obſervent, ac teneri faciant & obſervari, nihil actemptari, vel fieri in contrarium permittentur, in contrarium actemptata quoviſmodo ad priſtinum ſtatum reducendo non obſtantibus quibuſcunque litteris in contrarium conceſſis aut concedendis. Quod ut firmum & ſtabile perpetuo permaneat, præſentibus litteris ſigillum noſtrum duximus apponendum, noſtro in aliis & alieno jure ſemper ſalvo. *Datum Turonis die quarta menſis Januarii, anno Domini milleſimo quadringenteſimo ſexageſi-*

& de notre regne le premier ; & ſur le repli, en la marge d'en bas, étoit écrit : Par le Roi en ſon Conſeil : ainſi *ſigné*, BOURRÉ. Vues, lues, publiées & regiſtrées en l'Echiquier de Normandie, tenu à Rouen le huitième jour du mois de Mai, l'an de grace mil quatre cent ſoixante-deux. Ainſi *ſigné*, G. PICARD. *Contentor.* CHALIGAULT. (1)

Leſdits habitants & manants de notre Duché & pays de Normandie nous ſuppliant humblement de leur faire la grace de confirmer icelle Charte, ainſi que les libertés & privileges ci-deſſus énoncés, après avoir pris en conſidération, entre autre choſe, la vraie, ferme & notoire fidélité que leſdits habitants de la Province & Duché de Normandie ont inviolablement gardée à nos prédéceſſeurs & qu'ils nous gardent, comme nous nous en ſommes réellement & plus que ſuffiſamment convaincus ; guidés par ces motifs, voulant marcher ſur les traces de nos prédéceſſeurs, & favorablement accueillir la demande deſdits habitants & manants, comme choſe juſte, après avoir ſur ce pris l'avis des Seigneurs & Princes du Sang, & des Gens de notre Conſeil ; ratifiant & agréant la Charte ſuſdite, toutes & chacunes les choſes contenues & décrites dans les Lettres précédentes de notre Seigneur & pere (Louis

---

édition de 1778, porte : *Sexageſimo, adde primo.*

(1) Ici finit la Charte de confirmation donnée par Charles VIII, tirée des Archives de l'Hôtel de Ville de Rouen, qui exiſte en parchemin avec ſes ſceaux & authentiques, quoique non originale, & dont nous donnons la traduction.

mo primo & regni nostri primo & super plicam in margine inferiori erat scriptum, per Regem in suo consilio. Sic signatum BOURRÉ. *Visa, lecta, publicata & registrata in Scacario Normaniæ, Rothomagi tento Die octavo mensis Maii anno Domini millesimo quadringentesimo sexagesimo sceundo. Sic signatum* G. PICART. *Contentor.* CHALIGAULT.

Nobis humiliter supplicantes dicti habitores & incolæ patriæ & Ducatûs nostri Normaniæ, ut Cartam hujusmodi, nec non & libertates & privilegia superius declarata confirmare dignaremur, hinc est quod nos, præmissis attentis, præsertim verâ, firmâ & devotâ obedientiâ quam dicti habitatores & incolæ præfatæ Provinciæ & Ducatûs nostri Normaniæ inconcussè in prædecessores nostros habuerunt ac in nos habent, ut satis, ac satis reipsâ deprehendimus, his de causis vestigiis Prædecessorum Nostrorum inhærere volentes & petitionem dictorum Habitatorum, & incolarum tanquam juste Benigni annuentes, habito super hoc consilio cum Dynastis & Principibus sanguinis & gentibus consilii nostri, cartam præditam ac omnia & singula in præinsertis litteris Domini & Genitoris nostri, ac confirmationibus inde sequutis contenta & descripta ratam & gratam rataque & grata habentes, eam & ea volumus, laudavimus, Approbavimus & confirmavimus ac

XI.), & dans les confirmations poſtérieures à icelle Charte, nous l'avons adoptée & les choſes ſuſdites, approuvée, ratifiée & confirmée, & de notre grace ſpéciale, pleine puiſſance & autorité Royale, louons, approuvons & confirmons, voulant qu'icelle Charte dans chacun de ſes points & articles, que toutes & chacunes les choſes contenues dans les ceſſions & lettres ci-deſſus inférées, ſortiſſent leur plein & entier effet à perpétuité, de la même maniere que le tout a été droitement & juſtement obſervé juſqu'à ce jour.

C'eſt pourquoi par ces préſentes mandons à tous & un chacun les amés & féaux Conſeillers nos Gens tenant notre Parlement, & ceux qui tiendront les futurs Parlements ainſi que nos Echiquers de Normandie; aux Baillifs & Vicomtes & autres les Juſticiers du Duché & Pays de Normandie, préſents & à venir, leur enjoignant étroitement que chacun en droit ſoi, ils aient à tenir & obſerver inviolablement, qu'ils faſſent tenir & obſerver toutes & chacunes les choſes ſuſdites en faveur des ſuſdits habitants & manants dudit pays, préſents & à venir, & à chacun en particulier, ſans permettre qu'il y ſoit en rien attenté, & fait au contraire, en rappellant à l'ancien état tout ce qui pourroit y avoir donné atteinte, de quelque maniere que ce ſoit, nonobſtant toutes lettres à ce contraires accordées ou qui pourroient être accordées. Afin que ce ſoit choſe ferme & ſtable à toujours, nous avons fait appoſer notre ſcel aux préſentes, ſauf toujours dans

le

de speciali gratiâ, plenitudine potestatis, & autoritate Regiâ laudamus, approbamus & confirmamus volentes eam Cartam in singulis suis punctis & articulis, ac omnia & singula in concessionibus & litteris præinsertis contenta suum plenum sortiri effectum temporibus perpetuis, quatenus hactenus recte & rectè factum extitit.

Quocircà dilectis & fidelibus consiliariis, nostris Gentibus Parlamentum nostrum tenentibus & qui futura tenebunt Parlamenta nec non scacaria nostra Normanniæ universis & singulis, Baillivis, vicecomitibus & aliis justiciariis Ducatùs & patriæ Normaniæ supradictæ præsentibus & posteris præsentium tenore mandamus firmiter injungentes quatenus omnia & singula supradicta præfatis habitantibus & incolis dictæ patriæ, præsentibus & futuris & eorum singulis, prout ad ipsos & quemlibet ipsorum pertinuerit, teneant inviolabiliter & observent ac teneri faciant & servari nihil actemptari vel fieri in contrarium permittentes, in contrarium actemptata, quovismodum ad pristinum statum reducendo, non obstantibus quibuscunque litteris in contrarium concessis aut concedendis quod ut firmum & stabile perpetuo permaneat præsentibus litteris sigillum nostrum duximus apponendum nostro in aliis & alieno jure semper salvo. Datum Rothomagi in mense Maii,

F

le reſte notre droit & celui d'autrui. Donné à Rouen au mois de Mai, l'an de grace mil quatre cent quatre-vingt, & de notre regne le ſecond (1).

Sur le repli eſt écrit :

Par le Roi en ſon Conſeil, préſent, le Duc de Lorraine, le Comte de Clermont & de Périgord, les Evêques de Saint-Papoul & de Rheims, les Seigneurs DURFÉ, de l'Iſle, Caſtetaan, Athais, Emery, Tréſorier de France; Maîtres Pierre de la Salle, Louis Bloſſet, & autres. *Signé*, N. J. H. SURET, avec paraphe. Scellé en rubans roſes & verds, & d'un ſceau de cire verte, & contre-ſcellé en lacs de ſoie rouge & verte & de même cire.

Et ſur le dos eſt écrit :

Lues, publiées & regiſtrées en l'Echiquer de Normandie, tenu à Rouen au terme de la fête de Pâques, l'an de grace mil quatre cent quatre-vingt cinq, en préſence du Seigneur Guillaume de Rochefort, Chancelier du Royaume. *Signé*, THARBOMET avec paraphe.

Charte de Jean, Duc de Normandie, donnée au mois de Mars 1339, au même jour & an que celle de Philippe de Valois ſon pere,

Cette Charte eſt aux archives du Chapitre de Rouen, avec ſes ſceaux & authentiques.

JEAN, fils aîné du Roi de France (Philippe de Valois), Duc de Normandie, Comte d'Anjou & du Maine. Parmi les différentes ſollicitudes qui rempliſſent le cœur de notre très-cher Seigneur & pere que la Providence Divine a fait aſſeoir ſur le Trône

(1) Charles VIII parvint à la Couronne le 30 Août 1483.

anno Domini millesimo CCCC octuagesimo quinto & regni nostri secundo.

Sur le repli est écrit :

Per Regem in suo consilio Domino duce Rothoringiæ. Comitibus Claromontensi & Petragoricensi, vobis Episcopis Sancti Papuli & Remensi, Dominis Durrefé, *de Insulâ, de Castello, Acherii, Demeriaco, Thesaurario franciæ, Magistris Petro Sallati, Ludovico Blosseti & aliis præsentibus.* Signé, N. J. H. SURET, avec paraphe. Scellé en Rubans roses & verd, & d'un sceau de cire verte, & contrescellé en lacs de soie rouge & verte, & de même cire.

Et sur le dos est écrit :

Lecta publicata & registrata in Scacario Normanorum Rothomagi tento in termino festi Paschæ anno Domini millesimo CCCC^mo. octuagesimo quinto, Domino Guillermo de Rochefort Cancellario regni Franciæ præsente. Signé, THARBOMET, avec paraphe.

JOANNES Francorum Regis primogenitus, & Normanorum Dux, Andegaviæ, Cænomaniæque comes, inter curas insidentes cordi genitoris & Domini nostri carissimi regni Francorum solio Dei gratiâ presidentis, illa noscitur esse præcipua cogitare de suorum

des François, on sait que son principal soin est de s'occuper des intérêts & de l'état de ses sujets; de veiller avec zele & prévoyance, pour maintenir pendant la durée de son regne une exacte justice, au moyen de laquelle on soit à l'abri des manœuvres de ceux qui voudroient s'en écarter. Et s'il est redevable de cette justice à tous ses sujets, il la rend néanmoins avec un sentiment particulier de bienveillance à ceux qu'il reconnoît pour être ses meilleurs & ses plus utiles serviteurs. Mu par ces considérations, notredit pere & Seigneur s'est rappellé dans la sagesse de ses conseils que ses féaux & les nôtres les Barons, Chevaliers, Nobles, citoyens & habitants des villes & territoire de notre Duché & de tout le pays de Normandie, se portent avec courage, force & générosité, à réprimer l'orgueil des ennemis & rivaux de notre susdit pere, qui sont aussi les nôtres, en prodiguant leur fortune & leur vie; dévouement signalé qui leur donne des droits aux graces & aux faveurs du Prince. Après s'être fait rendre compte dans son grand Conseil des plaintes réitérées de ses amés & féaux, qui sont aussi les nôtres, les Prélats, personnes Ecclésiastiques, les Barons, Chevaliers, Nobles, citoyens, habitants des villes, & autres manants dudit Duché & pays, relativement aux vexations, griefs, injustices, & nouveautés fréquemment éprouvés par lesdits complaignants & par leurs sujets, de la part des Officiers Royaux & des Cours soumises à la Jurisdiction de notredit pere & à la nôtre,

ſubditorum ſtatu; ſalubri & vigilanti ſtudio providere, quod in regno prædicto, ſuo tempore, vigeat juſtitiæ rectitudo per quam contra prævaricatores ipſius patientibus injuriam ſubvenitur, & ſi cunctis in ejus exhibitione ſit debitor, illis tamen libenter exhibet benevolentiæ majoris affectum, qui acceptiores ſibi fore noſcuntur majori excellentiâ meritorum. Hæc itaque dictus genitor & Dominus noſter prudenter attendens & reducens ad debitæ conſiderationis examen, quod ſtrenue, quod liberaliter & potenter ſui ac noſtri fideles Barones, Milites, Nobiles, Cives, habitatores Villarum & incolæ Ducatus noſtr & totius Patriæ Normaniæ ſe accingunt ad æmulorum & hoſtium dicti genitoris noſtri, noſtrorumque ſuperbiam conterendam, perſonas proprias & bona liberaliter exponendo, pro quibus regalem favorem & gratiam eorum clara devotio promeretur. Auditis & intellectis nuper in ſuo grandi conſilio quærelis pluries iteratis dilectorum & fidelium ſuorum ac noſtrorum Prælatorum & Eccleſiaſticarum perſonarum ac dictorum Baronum, Militum, Nobilium, Civium, & Habitatorum Villarum, cœterorumque incolarum Ducatûs & patriæ ſupradictæ, ſuper oppreſſionibus, gravaminibus, injuriis, & novitatibus per gentes Regias & Curias, ac ſubditorum dicti Genitoris noſtri & noſtrorum dictis conquærentibus & eorum ſubditis frequenter illatis contra Regiſtrum Normaniæ, & contra franchiſias libertates & uſus laudabiles dictorum Ducatus & patriæ ab antiquo ſervatas, infringendo etiam

au détriment du regiſtre coutumier de la Normandie, des franchiſes libertés, & us louables dudit Duché & Pays, leſquels ont été de tout temps en vigueur, auſſi par l'infraction de leurs Chartes, Privileges & Lettres, notamment les Privileges & Lettres qu'autrefois notre Seigneur & parent de glorieuſe mémoire, Louis (X, dit Huttin), Roi de France & de Navarre, a concédé à iceux; après avoir mis ſolemnellement la matiere en délibération dans ſon Conſeil, nous y étant & autres de notre ſang, comme auſſi de notre conſentement; voulant notredit pere (le Roi Philippe) remédier aux ſuſdits abus, préſerver leſdits complaignants de vexations iniques & indues nouveautés, il a octroyé, tant pour lui que pour ſes ſucceſſeurs à la Commune dudit Pays le droit de tenir & conſerver, de faire tenir & conſerver le regiſtre de ladite Coutume, les us louables & antiques, les franchiſes, libertés, privileges & déclarations à eux acordés par ledit Roi Louis, dans les Lettres ſcellées de cire verte, & par les autres prédéceſſeurs de notredit pere, en tant qu'elles touchent le Clergé, les Barons, Nobles, commun peuples & Villes dudit Duché; il les a louées, approuvée, & de ſa certaine ſcience & autorité Royale, il les a confirmées par ſes Lettres-Patentes ſcellées de cire verte; nonobſtant tout ce qui pourroit y avoir été attenté & fait au contraire au temps paſſé, ce qu'il n'a point voulu leur préjudicier ni à aucun d'eux pour le temps futur. Bien plus,

eorum Chartas privilegia & litteras, maxime illa seu illas quas inclytæ recordationis cariſſimus quondam Dominus & conſanguineus noſter Ludovicus Rex Franciæ & Navarræ conceſſit eiſdem, & habitâ ſuper his deliberatione ſolemni in dicto conſilio ſuo, nobis & aliis de genere noſtro aſſiſtentibus, noſtro etiam interveniente conſenſu, volens idem genitor noſter reformare præmiſſa, dictos præconquerentes à nocivis oppreſſionibus & indebitis novitatibus præſervare, Regiſtrum prædicti uſus, laudabiles & conſuetudines ſuas antiquas, & eorum franchiſias & libertates nec non privilegia & declarationes eis à dicto Rege Ludovico ejus litteris cerâ viridi ſigillatis, ac per alios prædeceſſores ipſius genitoris noſtri conceſſas communiæ patriæ prædictæ, tam Clerum, quam Barones & nobiles ac communem plebem & Villas tangentes conceſſit pro ſe & ſucceſſoribus ſuis, eis tenere & ſervare, ac facere teneri & ſervari & ea voluit, laudavit, approbavit ac per ſuas patentes litteras cerâ viridi ſigillatas, auctoritate Regiâ, de certâ ſcientiâ confirmavit, non obſtante quocunque attemptato, vel facto in contrarium tempore retrolapſo, quod eis aut eorum alicui in aliquo præjudicare noluit in futurum : imò ea voluit in ſuo valore permanere. Quarum quidem litterarum prædicti Ludovici Regis tenores ſequuntur.

il a voulu qu'elles fussent gardées en toute leur force & valeur; desquelles Lettres dudit Roi Louis, la teneur s'ensuit:

LOUIS, par la grace de Dieu, Roi de France & de Navarre, à tous nos féaux & Justiciers, salut & paix; nous avons reçu la grieve complainte (1), &c. Et d'abondant, après en avoir solemnellement délibéré, comme il est dit ci-dessus (notredit pere le Roi Philippe), a accordé à eux & à chacun d'eux, que la susdite clause renfermée dans les Lettres citées ci-dessus du Roi Louis X, laquelle clause est telle:

Ici continue la Charte de Jean.

Item, que par la suite, par nous ou nos successeurs audit Duché, nous ne pourrons & ne devrons lever sur les personnes & les biens des personnes y demeurantes, tailles, subventions, impositions & exactions quelconques, outre les rentes, cens & services à nous dûs, àmoins qu'une évidente utilité & urgente nécessité ne l'exige, ce qui sera entendu de la maniere suivante & non autrement; savoir, que dorénavant notredit pere & ses successeurs Rois, outre les rentes, cens & services susdits, ne réquereront, ne demanderont ou prendront ni ne souffriront qu'il soit pris ou levé par qui que ce soit, de quelque condition ou état qu'il soit, aide, subvention, taille, imposition, ou autre exaction quelconque, dans le susdit Pays de Normandie, sur quelques personnes que ce soit du même

(1) Nous supprimons le reste de la Charte de Louis X, copiée en entier dans les présentes Lettres.
Voyez ci-dessus ladite Charte de Louis X, p. 32.

LUDOVICUS Dei gratiâ, &c..... ac ex abundanti eis & eorum singulis, habitâ ut præmittitur deliberatione solemni, concessit, quod clausula prædicta contenta in supradictis litteris Regis Ludovici, quæ talis est:

Item quod de cætero per nos aut successores nostros in dicto Ducatu in personis ac bonis ibidem commemorantium, ultra reditus, census & servitia nobis debita, Taillias, subventiones, impositiones, aut exactiones quascumque facere non possimus nec etiam debeamus, nisi evidens utilitas, ac urgens necessitas id exposcat, intelligatur à modo in modum qui sequitur & non aliter Videlicet quod à modo ipse genitor noster aut successores sui reges ultra reditus, census & servitia prædicta non requirent, petent, aut capient. nec per alium quemcunque cujuscunque conditionis aut statùs existat, capi ac levari permittent subsidium, subventionem, tailliam, impositionem, vel aliam exactionem qualemcunque in patriâ Normaniæ suprà dictâ, superquacunque per-

Pays, ou ſur leurs biens, meubles ou immeubles; ſoit que noſdits ſujets ſoient Ecléſiaſtiques, ſoit qu'ils ſoient Séculiers, Nobles ou Roturiers, tenants ſous nous ou de nous en quelqu'endroit que ce ſoit, immédiatement ou médiatement dans ledit Pays, ſoit dans les villes ou hors d'icelles, en quelqu'occaſion ou pour quelque cauſe que ce ſoit, de quelque condition ou état que ſoient les perſonnages, ou ſur les biens de qui que ce ſoit exiſtants dans le ſuſdit Pays: s'étant ſeulement réſervé & retenu à lui & à ſes ſucceſſeurs Rois, qu'ils pourront faire proclamer dans ledit Pays l'arriere-ban en la maniere qu'il ſuit, & non autrement.

Sçavoir, que dans le cas où lui ou ſes ſucceſſeurs ſçauroient ou auroient la ferme perſuaſion que leurs ennemis & ceux dudit Royaume, ſeroient en aſſez grande multitude ou puiſſance de gens d'armes, pour grever notredit Pere ou ſes ſucceſſeurs, & ledit Royaume, de maniere qu'après la premiere ſemonce ou convocation généralement faite, lui-même ou ſes ſucceſſeurs, ceux qui ſeroient avec lui ou avec eux, ne ſeroient pas aſſez forts pour s'oppoſer ou réſiſter à la puiſſance de leurs ennemis, ou pour réduire à leur obéiſſance leurs ſujets rebelles, ſans faire cet arriere-ban ſelon leur conſcience, dans le cas où l'arriere-ban auroit lieu, ou pourroit avoir lieu, & tous ſeroient tenus de s'y ſoumettre; & dans le cas ſuſdit, notredit Pere ou ſes ſucceſſeurs ne leveront, ni ne permettront être levé amende ou autre finan-

sonâ aut personis quibus libet ejusdem, aut super bonis suis mobilibus, aut immobilibus, sive sint Ecclesiasticæ aut Seculares, Nobiles, sivè non Nobiles, tenentes sub ipso Domino genitore nostro, vel ab ipso ubicunque immediatè, vel mediate in eadem patriâ, sive in Villis, sive extra Villas, quacunque occasione vel causâ, cujuscunque conditionis, aut status existant, aut super bonis aliorum in patriâ consistent bus ante dictâ, salvo & retento duntaxat sibi & successoribus suis Regibus quod ipsi poterunt in ipsâ patriâ facere proclamare retrobannum in modum qui sequitur & non aliter. Scilicet in casu quod ipse, vel successores sui scirent, vel firmam spem haberent quod hostes sui & dicti regni forent in tantâ multitudine seu potentiâ gentis armorum pro gravando ipsum genitorem nostrum, vel successores suos ac dictum regnum, quod per primam semonssam seu convocationem generalem factam ipse seu ejus successores, & illi qui tunc essent cum eo, vel cum ipsis, non essent satis fortes ad obviandum seu resistendum hostium ipsorum potentiæ, aut ad reducendum ad obedientiam subditos suos rebelles absque faciendò hujusmodi retrobannum secundùm conscientiam suam; & in illo casu fieret & fieri posset retrobannum, & omnes tenerentur eidem obedire, & in casu prædicto ipse genitor noster aut successores sui, à personis quibuscunque dictæ patriæ Normaniæ, quæ venient sicut debebunt ad retrobannum, non levabunt nec levari permittent emendam vel financiam aliam qua-

ce quelconque, ſur quelques perſonnes que ce ſoit dudit pays de Normandie, leſquelles perſonnes viendront, comme elles le devront, audit arriere-ban, ſelon que nous avons vu que cette clauſe étoit, entr'autres choſes, plus amplement renfermée dans les lettres de notre ſuſdit Pere (Philippe de Valois.)

Qu'il ſoit notoire à tous préſents & à venir, que nous péſant & prenant en ſérieuſe conſidération les motifs ſuſdits, à cauſe du ſingulier dévouement que les Barons, Chevaliers, Nobles, Citoyens, Habitants des Villes, & Manants ſuſdits, cherchent à prouver par des effets ſolides à notre ſuſdit Pere, zélés pour ſa proſpérité & celle de ſon Royaume, qu'ils cherchent à nous prouver auſſi en concourant à l'accroiſſement de notre état, & à l'exaltation de notre nom; afin que les Prélats, perſonnes Eccléſiaſtiques, Barons, Chevaliers, Nobles, comme auſſi les Citoyens, Habitants & Manants ſuſdits, tenus en tous temps aux mêmes devoirs, les rempliſſent avec perſévérance, & qu'allant du bien au mieux, tant eux que leurs ſucceſſeurs, ſoient plus étroitement attachés à nous & aux nôtres : voulant de plus nous conformer au bon plaiſir de notre ſuſdit Pere, & en cette partie marcher ſur ſes traces, ratifiant & agréant toutes les choſes ci-deſſus énoncées, & chacunes d'elles, nous y adhérons, nous les louons, les conſentons, les accordons; & en qualité de fils aîné de notre ſuſdit Pere & Seigneur, comme auſſi en qualité de Duc du ſuſdit Duché, nous octroyons pour nous

lemcunque, prout hæc inter alia in ipsius genitoris nostri litteris plenius vidimus contineri.

Notum facimus universis tam præsentibus quam futuris quod nos præmissa pensantes & considerantes attentius, magnæ devotionis affectu quem Barones, Milites, Nobiles, Cives, Habitatores Villarum & incolæ supra dicti genitori nostro prædicto pro suo ac regni sui statu felici, nobisque pro nostri status & nominis exaltationis augmento volunt evidenter ostendere per effectum, ut tam Prælati & Ecclesiasticæ personæ ac Barones, Milites Nobiles, quam Cives, Habitatores, incolæ prædicti præmissa continuare debeant persistenter, ac de bono semper in melius tam ipsi quam successores eorum nobis & nostris fortius astringantur, volentes etiam præfati genitoris nostri beneplacitis complacere, ac ejus in hac parte vestigiis inhærere præmissa omnia & singula rata habentes & grata, ea volumus, laudamus, consentimus, concedimus ac permittimus, tanquam primogenitus supradicti genitoris ac Domini nostri & Dux prædicti Ducatûs pro nobis & successoribus nostris tenere firmiter & servare, & in contrarium non venire, & facere in perpetuum teneri ac inconcusse servari.

& nos ſucceſſeurs, que l'on tienne & garde étroitement leſdites choſes ; qu'on ne vienne point au contraire ; qu'on les faſſe tenir à perpétuité, & garder d'une maniere inébranlable.

C'eſt pourquoi mandons par ces préſentes à tous & chacun les Baillifs, Vicomtes & autres Juſticiers du Duché & pays de Normandie ſuſdits, leur enjoignant étroitement qu'ils tiennent & obſervent inviolablement, qu'ils faſſent tenir & obſerver toutes & chacunes les choſes ſuſdites, en faveur des Prélats, perſonnes Eccléſiaſtiques, Barons, Chevaliers, Citoyens, Habitants des Villes, & Manants ſuſdits, préſents & à venir, & à chacun d'eux tout & autant que les ſuſdites choſes pourront les regarder & chacun d'eux, ſans que les ſuſdits Officiers permettent qu'il y ſoit rien attenté & fait au contraire.

Afin que ce ſoit choſe ferme & ſtable à toujours, nous avons fait appoſer notre ſceau aux préſentes lettres, ſauf dans le reſte notre droit, & dans tout le droit d'autrui.

Fait à Poiſſy, l'an de grace mil trois cent trente-neuf, au mois de Mars.

Charte de Louis XII, donnée à Rouen au mois d'Octobre 1508.

Cette Charte a été tirée des archives de l'Hôtel-de-Ville de Rouen.

LOUIS, par la grace de Dieu, Roi de France : ſçavoir faiſons à tous préſents & à venir, comme les gens des trois états de notre pays & Duché de Normandie, nous aient à notre joyeuſe & nouvelle entrée en notre bonne Ville & Cité de Rouen, fait humblement ſupplier & requérir que leur vouluſſions confirmer, louer & approuver

Quo circa universis & singulis Baillivis, vice comitibus & aliis justiciari s Ducatûs & patriæ Normaniæ supradictæ præsentibus & posteris, præsentium tenore, Mandamus firmiter injungentes quatenus omnia & singula supradicta præfatis Prælatis, Ecclesiasticis Personis, Baronibus, Militibus, Nobilibus, Civibus, Habitatoribus Villarum incolisque prædictis præsentibus & futuris & eorum singulis, prout ad ipsos & quemlibet eorum pertinerit, teneant inviolabiliter & observent ac teneri faciant & servari, nihil actemptari vel fieri in contrarium permissuri.

Quæ ut firma & stabilia perpetuo perseverent, præsentibus litteris nostrum fecimus apponi sigillum, salvo in aliis jure nostro & in omnibus alieno.

Actum apud Pissiacum anno Domini millesimo CCC tricesimo nono mense Martio.

leur Charte aux Normands, droits, privileges, franchifes & libertés d'icelui pays & Duché de Normandie; & lefquels droits, Charte, privileges & libertés leur ont été, par feu notre très-cher fieur & coufin le Roi Charles, notre dernier prédéceffeur, confermés & approuvés, ainfi qu'ils nous ont duement fait apparoir par les lettres de notredit coufin, en forme de Charte, fcellées en laz de foie & de cire verte, données en notredite Ville de Rouen, au mois de Mai mil quatre cens quatre-vingt & cinq; & auffi par autres lettres de confirmation & approbation des autres Rois nos progéniteurs & prédéceffeurs, pour, par iceulx gens defdits trois Etats & Habitants de notredit pays, en jouir & ufer perpétuellement, & à toujours, en en fuivant les confirmations & approbations que par notredit feu coufin & prédéceffeur, & autres nos progéniteurs & prédéceffeurs Rois de France, leur ont été faites; en nous requérant très-humblement ladite confirmation & approbation de leursdits droits, Charte aux Normands, privileges, franchifes & libertés dudit pays, leur être par nous faite icelle louer & approuver jouxte, & ainfi que leurfdits droits, franchifes, privileges & libertés font fpécifiez, contenuz & déclarez en ladite Charte aux Normands, inférez efdittes lettres de confirmation de notredit Coufin & prédéceffeur cy-attachées, foulz le contre-fcel de notre Chancellerie, & même que notre plaifir & vouloir feuft confirmer, louer & approuver

prouver notre Court Souveraine de l'Eſchiquier de notredit pays & Duché de Normandie, que avons, pour le bien de juſtice, ſoulagement de noſdits ſujets, tantoſt après noſtre avénement à la Couronne, par nos Lettres de Chartres, à la requeſte & prieres des gens deſdits trois Etats d'icelui notre pays & Duché de Normandie, voulu & ordonné eſtre ordinairement tenue en notredite ville & cité de Rouen par les Preſidents & Conſeillers par nous créez & inſtituez à cette fin, & ſur ce nos graces & libéralités & lettres à ce convenables leur octroyer & & bénignement impartir. Pourquoi eſt-il que nous, les choſes deſſuſdites conſidérées, & auſſi la grande fidélité & loyauté que avons congnue par cy-devant que noſdits ſubjets & habitants dudit pays ont toujours eue & ont envers nos prédéceſſeurs Rois de France & nous, & les très-grands & louables ſervices qu'ils nous ont fait & font de jour en jour, inclinant par ce à leurſdites ſupplications & requête. Nous, pour ces cauſes & autres bonnes conſidérations à ce nous mouvans, avons de noſtre certaine ſcience, grace eſpécial, plaine puiſſance, & autorité royale, par ces préſentes, par le conſeil & advis des Princes & Seigneurs de notre Sang, Prélatz & gens de notre Grand-Conſeil, confirmé, loué & approuvé, & par ceſdites préſentes, confirmons, louons & approuvons à noſdits ſubjets & habitants de notredit pays & Duché de Normandie leurſdits droits & Chartre aux Normands, pri-

vileges, franchifes, libertés & chofes contenuez & déclairez en ladite Chartre & confirfirmation de notredit feu fieur & Coufin, ci-attachées comme dit eft ; & defquels droits, privileges, franchifes & libertés contenuez & déclairez en ladite Chartre aux Normands, Nous voulons & ordonnons que nofdits fubjets & habitants d'icelui pays joïffent & ufent plainement & paifiblement & à toujours, fans qu'ils foient ou puiffent être en leurfdits droits, privileges & franchifes déclairées en ladite Charte & Confirmation de notredit feu fieur & Coufin le Roi Charles dernier décédez, molefstez ne empêchez en aucune maniere & tant & il avant qu'ils, & leur prédéceffeurs en ont par cy-devant joy & ufé, & tout ainfi & par la forme & maniere comme s'ils étoient fy dedans de mot à mot efcriptz, fpécifiez & déclarez; en oultre de ce, avons de notre certaine fcience, plaine puiffance & autorité royale, loué, approuvé & ratifié ladite création & inftitution d'icelle notre Court fouveraine de l'Efchiquier à eftre à toujours tenue & exercée en notredite ville de Rouen par nofdits Préfidents & Confeillers en telle & femblable autorité qu'il eft plus à plain contenu en nofdites lettres de Chartre d'icelle création & inftitution, voulant & octroyant par cefdites préfentes que lefdits Préfidents, Confeillers & Officiers d'icelle Court jouiffent de tous, telz & femblables prévileges, franchifes & libertés & exemption audit lieu de Rouen & ailleurs en notre Royaulme, que nos

Préſidents, Conſeillers, Officiers de notre Court de Parlement à Paris, jouiſſent & uſent en notredite ville de Paris & ailleurs en notre Royaulme; le tout ſelon & en ſuivant la forme & teneur de ladite création & inſtitution de ladite Court. Sy donnons en mandement, par ces mêmes préſentes, à nos amés & féaulx les Gens tenant les Parlements, Eſchiquiers & Courts Souveraines de notredit Royaulme, & à tous nos autres Officiers & ſujets, & à chacun d'eulx, que de notre préſente confirmation, déclaration & approbation ils facent, ſouffrent & laiſſent noſdits ſubjets & habitants d'iceluy Pays & Duché de Normandie joir & uſer plainement & paiſiblement, ſans jamais en ce leur faire, mettre ou donner, ne ſouffrir eſtre fait, mis ou donné en corps ne en biens aucuns détourbier ne empeſchement au contraire; lequel ſe fait, mis ou donné leur avoit eſté ou eſtoit, ils le réparent ou facent réparer & remettre incontinent & ſans délay au premier eſtat & dû & ceſte notre préſente confirmation, approbation & déclaration, ils facent lire, publier & enregiſtrer en noſdites Courts Souveraines & Eſchiquier de Normandie, & icelles entretenir, garder & obſerver de point en point ſelon ſa forme & teneur : Car tel eſt notre plaiſir; nonobſtant quelconques titres, Ordonnances, reſtrinctions, mandements, inhibitions ou défenſes à ce contraires : & afin que ce ſoit choſe ferme & ſtable à toujours, nous avons fait mettre notre ſcel à

cesdltes présentes, sauf, & en autres choses, notre droit & l'autruy en toutes.

Donné à Rouen, au mois d'Octobre, l'an de grace mil cinq cents & huit, & de notre reigne le unzieme.

Charte de Henri III donnée à Paris au mois d'Avril 1579.

HENRI, par la grrace de Dieu, Roi de France & de Pologne : A tous présents & à venir, Salut. Sçavoir faisons, que nous, voulant user des mêmes graces & libertés que les feus Rois nos prédécesseurs ont fait à l'endroit de nos chers & bien amés les gens des trois Etats de notre pays & Duché de Normandie, à ce que leurs mérites soient connus selon leur sincere fidélité & obéissance ; à iceux, pour ces causes, avons continué & confirmé, & de nos graces spéciales, pleine puissance & autorité royale, continuons & confirmons par ces présentes tous & chacuns les privileges, droits & libertés qui leur ont été par nosdits prédécesseurs concédés & octroyés, jouxte & suivant la Charte Normande, dont le *vidimus* duement collationné est ci-attaché sous le contre-scel de notre Chancellerie, pour en jouir & user paisiblement, pleinement, perpétuellement & à toujours, jouxte le contenu d'icelle & confirmations sur ce ensuivies, selon & ainsi qu'ils ont par ci-devant bien duement joui & usé sans qu'il y puisse être contrevenu directement ou indirectement.

Si donnons en mandement à nos amés & féaux Conseillers, les gens tenant notre

Cour de Parlement & de nos Aides à Rouen, Chambre de nos Comptes à Paris, Tréſoriers-Généraux de nos Finances, Baillifs, Vicomtes, & à tous nos autres Juſticiers & Officiers, leurs Lieutenants, & à chacun d'eux, ſi comme il leur appartiendra, que cette préſente confirmation ils faſſent lire, publier & enregiſtrer, tant en notredite Cour de Parlement, Aides & Bailliages, qu'autres Juriſdictions de notredit pays de Normandie, afin qu'un chacun en cela connoiſſe notre droite & bonne intention, & que deſdits privileges & contenu en ladite Charte Normande, ils faſſent, ſouffrent, & laiſſent leſdits gens des trois Etats jouir & uſer pleinement, paiſiblement & perpétuellement, ſans y faire ne ſouffrir être fait, mis ou donné, en quelque façon que ce ce ſoit, aucun trouble, détourbier, ni empêchement au contraire; ains, ſi aucun y étoit fait, faſſent le tout incontinent réparer & remettre ſans délai au premier état & dû: Car tel eſt notre plaiſir: Et afin que ce ſoit choſe ferme & ſtable à toujours, nous avons fait mettre notre ſcel à ceſdites préſentes, ſauf en autres choſes notre droit, & l'autrui en toutes.

Donné à Paris, au mois d'Avril, l'an de grace mil cinq cent. ſoixante-dix-neuf, & de notre regne le cinquieme. *Signé.* Par le Roi, étant en ſon Conſeil, BRULARD. Et à côté, *viſ'. Conten or.* COMBAUT. Et ſur le dos eſt écrit *Regiſtrata*, & ſcellé ſur double queue du grand ſcel de cire verte en lacs de ſoie rouge & verte.

Arrêt de la Cour du Parlement de Rouen, du 5 Mai 1579, donné sur la Requête du Procureur-Syndic des trois Etats de la Province, aux fins de la vérification & enregistrement de la Charte précédente.

SUR la Requête présentée par les gens des trois Etats de ce pays de Normandie, tendante afin que les Lettres patentes en forme de Charte, données à Paris, au mois d'Avril dernier, pour la confirmation des privileges, droits & libertés, contenue en la Charte de cette Province de Normandie, ensemble ladite Charte & Confirmations d'icelle, soient vérifiées, lues, publiées & enregistrées ès registres de ladite Cour, pour jouir du contenu en icelle & user par lesdits Etats, & être observées & gardées selon leur forme & teneur.

Vu par la Cour, les Chambres assemblées, ladite Requête & lettres patentes, ladite Charte & Déclaration sur icelles du Roi Louis X, de l'an mil trois cent quinze, Confirmations des Rois Philippe de Valois, en la présence, sous la foi & promesse de Jean, Duc de Normandie, depuis Roi de France, son fils, de l'an mil trois cent trente-neuf; Charles VI, du vingt-cinquieme Janvier, vérifiées & publiées au Parlement de Paris le premier Avril mil trois cent quatre-vingt; Charles VII, au mois d'Avril mil quatre cent cinquante-huit; Louis XI, du quatrieme Janvier mil quatre cent soixante-un, vérifiées en la Cour Souveraine de l'Echiquier de Normandie en mil quatre cent soixante-deux, le huitieme Mai; & de Charles VIII, du mois de Mai mil quatre cent quatre-vingt-cinq, vérifiée & enregistrée audit Echiquier de Normandie, audit an : con-

clusions du Procureur-Général du Roi, & tout considéré : Ladite Cour, les Chambres assemblées, a ordonné & ordonne que lesdites Lettres-patentes, Chartes & Confirmations, seront lues, publiées & registrées ès registres de ladite Cour; & que les *Vidimus* d'icelles seront envoyés aux Bailliages & Vicomtés, afin qu'aucun n'en prétende cause d'ignorance; & a enjoint à tous les Baillis, Vicomtes & autres Officiers de ladite Province, le contenu en icelles observer & garder selon leur forme & teneur.

Fait à Rouen, en ladite Cour du Parlement, le cinquieme jour de Mai mil cinq cent soixante-dix-neuf.

Signé, DE BOISLÉVESQUE.

OBSERVATION IMPORTANTE.

DANS l'assemblée des Etats de la Province, tenue aux mois d'Octobre & de Novembre 1585, la Charte Normande a été rappellée & confirmée de la maniere la plus honorable : la Coutume réformée, telle qu'elle existe, fut lue & approuvée dans cette tenue, en résultance des Lettres-patentes homologatives de Henri III, données au mois d'Octobre; & lors de l'acte de lecture, les Commissaires du Roi rendirent l'Ordonnance mémorable qui suit: « NOUS, ayant égard à la requête verbalement faite par les députés des Etats, avons ordonné que la Charte Normande sera inserée en

841

fin du cahier de la Coutume, pour être gardée & exécutée. » (1)

Cette Ordonnance, donnée à la sollicitation de nos anciens Etats, ne manquera pas d'être renouvellée aussi-tôt que leur rétablissement aura été accordé aux vœux réitérés du Parlement & des autres Cours souveraines de la Province. (*Voir les Arrêts du Parlement, du* 10 *Août* 1787 *&* 11 *Octobre* 1788; *& celui de la Chambre des Comptes du* 10 *Août* 1788.)

(1) Voyez cette Ordonnance à la fin du premier volume de Basnage, & du deuxieme de Bétault.